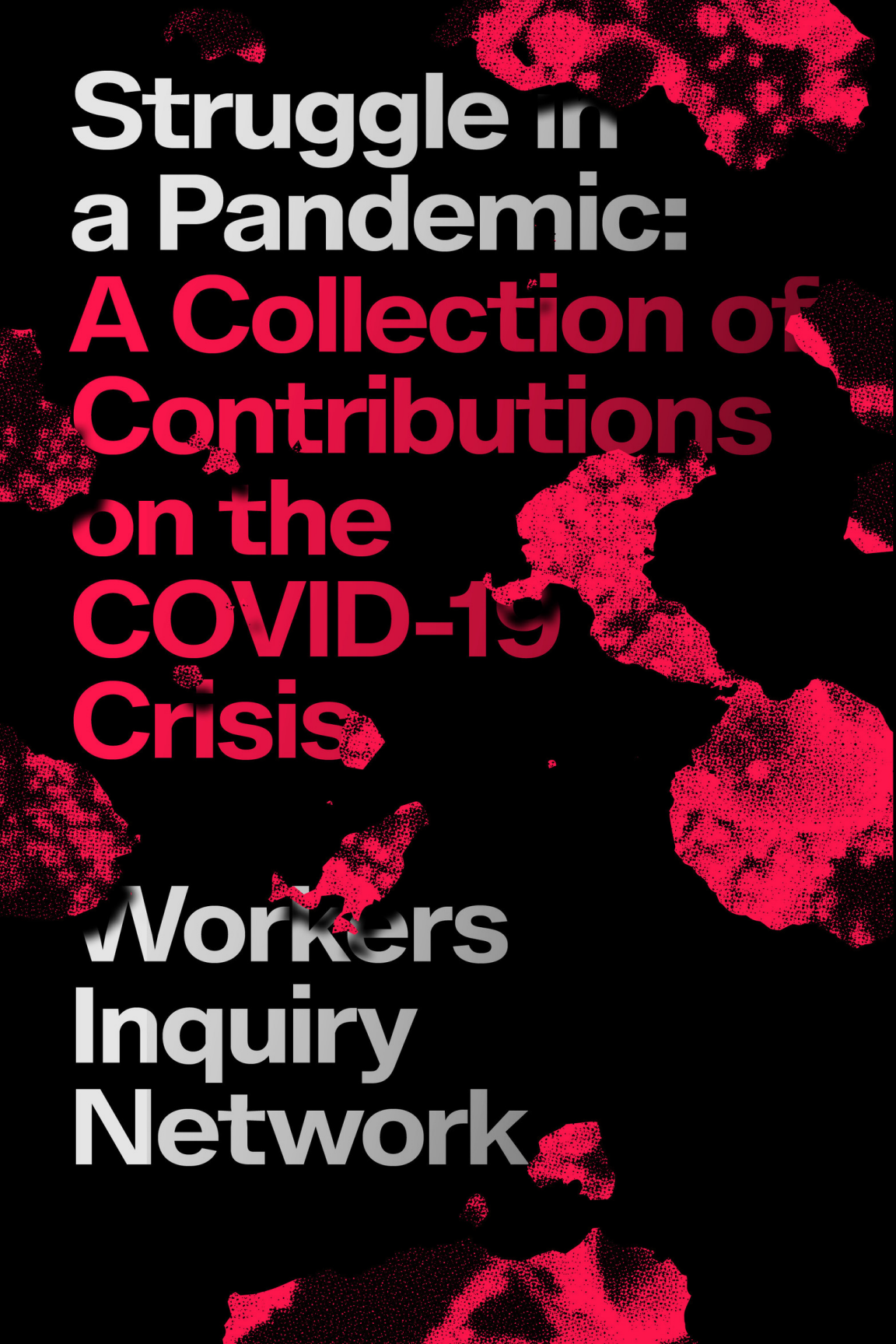




Struggle in a Pandemic: A Collection of Contributions on the COVID-19 Crisis

Workers
Inquiry
Network

WORKERS INQUIRY NETWORK

Des Luittes dans la Pandémie

Un recueil de contributions sur la crise COVID-19

Copyright © 2020 by Workers Inquiry Network

Released under the Creative Commons license:

Attribution–NonCommercial–ShareAlike

(CC BY–NC–SA)

First edition

This book was professionally typeset on Reedsy.

Find out more at reedsy.com

Contents

Une introduction du réseau d'enquêtes ouvrières	1
Ankermag: Lutte dans la pandémie: un instantané depuis la...	5
Plateforme d'Enquêtes Militantes: Le Covid-19 en France :...	13
ACTA: Nous sommes en guerre ! Le durcissement de la lutte de...	20
Into the Black Box et Officina Primo Maggio: Grèves et...	28
Notes from Below: COVID-19 au Royaume-Uni	37
Robert Ovetz: La pandémie de la classe ouvrière aux USA	47
Invisíveis Goiânia: L'appel d'une saga de mort au Brésil	60
Notes	76

Une introduction du réseau d'enquêtes ouvrières

Cet ebook est le fruit de l'effort collectif d'un réseau de groupes qui pratiquent l'enquête ouvrière. Au cours de l'année précédente, nous avons discuté de l'évolution de la composition de la classe dans différents contextes nationaux et nous avons examiné la manière dont l'enquête peut être développée comme outil de lutte.

Avant la crise du COVID-19, nous avions prévu une publication collective, rassemblant nos différentes enquêtes. Cependant, comme beaucoup de plans, celui-ci a été balayé dans le sillage de COVID-19. Au lieu de cela, nous avons décidé d'écrire collectivement pour donner un sens à cette crise - en Belgique, en France, en Italie, au Royaume-Uni et aux États-Unis. Ce qui suit est un recueil de témoignages sur l'impact de COVID-19 sur les travailleurs et leurs luttes en réponse à cette crise. Nous voulons commencer par souligner certaines des tendances générales qui semblent se dégager des instantanés nationaux qui suivent.

Une chose est claire : nous ne reviendrons jamais à la normale. Les choses ne reviendront pas à ce qu'elles étaient avant la crise. Au moment où nous écrivons, il y a près de 2,5 millions de cas dans 190 pays différents. Plus de 160 000 personnes sont mortes jusqu'à présent. Bien qu'elle ait eu lieu il y a plus de cent ans, la pandémie de grippe de 1918 offre un point de comparaison important pour comprendre ce phénomène. On estime qu'un tiers de la

population mondiale a contracté le virus, avec des dizaines de millions de décès. La pandémie a débuté à la fin de la Première Guerre mondiale. Elle est arrivée à un moment de radicalisation accrue de la classe ouvrière dans différents contextes nationaux, ainsi que ponctuée par une vague de grèves sauvages et générales aux États-Unis, le mouvement des comités d'entreprise en Europe et les révolutions mexicaine et russe. La réponse à la pandémie était alors aussi une réponse à l'équilibre des forces de classe dans la période de la guerre et de l'après-guerre. La peur des travailleurs radicalisés – et d'ailleurs démobilisés – a conduit à l'expansion des services et des protections sociales. Cela a commencé à poser les bases de l'État-providence (aujourd'hui en déclin), mis en place pendant et après la Seconde Guerre mondiale.

La situation actuelle est tout à fait différente. Nous sommes à la marée basse du mouvement ouvrier en général, malgré quelques brèves poussées de radicalité dans des secteurs particuliers. Il n'y a pas de volonté d'introduire un meilleur contrat social venant d'en haut, avec peu de capacité à le faire respecter d'en bas pour le moment. La stratégie initiale d'"immunité collective" du Royaume-Uni, du Mexique, du Japon et de la Suède est un exemple clair de cette insensibilité, dans l'espoir qu'en permettant la propagation du virus, elle permettrait d'une manière ou d'une autre à l'économie de se perpétuer.

La pandémie fournit un laboratoire pour le capital : elle teste de nouvelles façons de gérer les travailleurs et repousse les limites de l'exploitation. Les éventuels règlements qui pourraient découler de la pandémie sont donc actuellement en phase de test. Les résultats seront décidés dans le cadre d'une lutte des classes qui se déroule déjà sur les lieux de travail encore ouverts et les espaces de travail à domicile nouvellement convertis. Ce sera aussi une lutte de classe dans nos communautés transformées, canalisée par les organisations de travailleurs, façonnée par les interventions de l'État, et combattue entre les travailleurs et le capital. Toute suggestion de suspendre la lutte jusqu'après le lock-out en collaborant avec les patrons passe à côté du fait que la lutte est déjà en cours. La tâche consiste maintenant à comprendre ce qui se passe, ce qui pourrait se passer, et ce que nous pouvons faire pour le faire circuler et

l'étendre.

Dans le premier chapitre, Ankermag présente un instantané de la Belgique. Les deuxième et troisième chapitres traitent de la France, d'abord par la Plateforme d'enquêtes militantes puis par Acta. Le quatrième chapitre est consacré à l'Italie, rédigé conjointement par Into the Black Box et Officina Primo Maggio. Le cinquième chapitre de Notes from Below, traite du Royaume-Uni. Le sixième chapitre, rédigé par Robert Ovetz, présente le contexte américain. Le septième chapitre, rédigé par Invisíveis Goiânia, traite du Brésil.

Cet ebook se veut une contribution au débat sur la suite des événements. Bien que cela puisse sembler être une goutte d'eau dans l'océan à l'heure actuelle, le développement de réseaux et le partage des expériences sont devenus de plus en plus importants à mesure que l'isolement et la distanciation sociale se poursuivent. Notre réseau est conçu comme un point de départ, mais il faut aller beaucoup plus loin. D'une part, nous pensons qu'il est nécessaire d'accroître l'effort de diffusion de la lutte des classes. D'autre part, à partir de ce livre électronique, nous proposons les cinq revendications suivantes, développées par Ankermag:

1. Un salaire ou un "revenu" de quarantaine
2. Suspension des loyers, des hypothèques et des factures
3. Réquisition d'équipements et d'infrastructures privés nécessaires pour répondre à l'urgence, en particulier dans le secteur de la santé.
4. Arrêt de toutes les activités de productives non essentielles
5. Amnistie des détenus et régularisation immédiate des migrants sans papiers

Nous vous invitons à nous faire part de vos réactions et à nous faire parvenir d'autres contributions au livre. Notre réseau est encore en formation et nous accueillons d'autres groupes qui sont intéressés à participer à des échanges sur la recherche et la lutte des travailleurs. Si vous souhaitez créer un groupe, nous

sommes également heureux de vous apporter notre soutien et nos conseils. Nous espérons que vous contacterez les auteurs pour partager vos réflexions, nous parler de vos luttes et contribuer à notre réseau.

Ankermag: Lutte dans la pandémie: un instantané depuis la Belgique

A lors que le COVID-19 se répandait rapidement à travers le monde, le gouvernement belge a officiellement acté le début du confinement le 18 mars 2020. La réaction du gouvernement belge a été lente, incohérente, ambiguë et ce malgré le nombre alarmant de morts en Italie (qui continuait à grimper chaque jour par centaines), et l'incontestable propagation du virus dans toute l'Europe. En cette période d'épidémie, collecter des données fiables et directement comparables reste difficile au moment de la rédaction de ce rapport. Selon le *Johns Hopkins Coronavirus Resource Center*, la Belgique a le taux de mortalité par COVID-19 le plus élevé dans le monde, proportionnellement à sa population.

Même s'il y a plusieurs facteurs à prendre en compte pour expliquer ces chiffres, le délai concernant l'actuation du confinement est sûrement un élément à retenir. Le retard dans l'adoption de mesures préventives pour ralentir la propagation du virus est principalement le résultat de la durée des négociations entre le gouvernement et la fédération des entrepreneurs belges (FEB). Ces négociations ont porté sur les activités qui devaient être considérées comme essentielles et celles qui devaient être fermées. Il est également important d'évoquer que ces négociations ont eu lieu après les négociations autour de la formation d'un nouveau gouvernement au sein du notoirement litigieux et complexe système fédérale belge.

Lors des discussions avec les différentes partis, le gouvernement et la FEB

avaient comme objectif commun de garder le plus large nombre de secteurs productifs actifs. De fait, la priorité du gouvernement était d'assurer la continuité du processus d'accumulation, plutôt que de répondre à la crise sanitaire et socio-économique déclenchées par la pandémie.

L'approche qui a consisté à consulter le secteur des entreprises a été largement favorisée par les gouvernements nationaux du monde entier. En outre, le gouvernement belge a adopté la rhétorique de « l'unité nationale » visant à générer un consensus autour de ses mesures d'urgence. Pourtant, l'approche globale adoptée pour gérer la crise du COVID-19 est loin de faire l'objet d'un consensus. Dans les sections suivantes, nous allons examiner comment ces politiques ne sont pas restées incontestées d'un point de vue subalterne.

La crise vue d'en bas

Il est presque impossible de présenter le cadre détaillé de la crise actuelle, en mesure d'englober la totalité des effets et des réactions d'un point de vue subalterne. Cela est dû à des facteurs multiples et interdépendants : la complexité de la composition de classe, la rapidité des processus et les multiples implications, traits et interconnexions de la phase actuelle. La crise affecte toutes les segmentations de classe, mais à des degrés d'intensité et de manières différentes. En raison de l'articulation de ces effets, il n'est possible de restituer que des aperçus issus de certains segments de classe spécifiques et de certaines formes d'activation, les plus visibles, en faisant l'effort de souligner certaines caractéristiques communes. Nous avons observé un éventail intéressant et large de stratégies et de pratiques différentes d'activation et de résistance, tant individuelles que collectives.

De l'absentéisme à la grève : les travailleur.se.s des supermarchés à Bruxelles.

Depuis le début de la crise, assurer la distribution des produits alimentaires et d'autres produits d'usage quotidien est une priorité absolue. Par conséquent, l'ensemble du processus de circulation des marchandises, de la chaîne logistique aux supermarchés et aux épiceries, a été jugé stratégiquement vital et ses travailleur.se.s immédiatement définis comme "essentiel.le.s".

Une des premières mobilisations de travailleur.se.s à Bruxelles a eu lieu dans une des grandes chaînes de supermarchés. Elle a été provoquée par le manque d'équipements de protection et des conditions minimales pour effectuer le travail en sécurité, dont l'impossibilité d'observer les mesures de distanciation sociale. De plus, il s'agit d'un secteur qui emploie les formes contractuelles les plus précaires, avec les salaires parmi les plus bas.

Au tout début, la manifestation a été caractérisée par un absentéisme individuel tellement généralisé, que la fédération belge du commerce et des services, le COMEOS, et les grandes entreprises ont publiquement dénoncé le phénomène, la crainte étant que cela pourrait entraîner la fermeture de plusieurs magasins.

Poursuivant une double stratégie, les grandes chaînes de supermarchés ont d'une part offert une prime de compensation pour tenter d'inciter les travailleur.se.s à se présenter sur leur lieu de travail ; d'autre part, les entreprises et COMEOS ont saisi l'occasion de la fermeture forcée des universités et des écoles pour proposer de lever la limite du temps de travail (inscrite dans le contrat étudiant) pour les étudiant.e.s travailleur.se.s.

Auto-organisées par les travailleur.se.s, avec le soutien de leurs syndicats, plusieurs assemblées ont été organisées dans plusieurs magasins de la ville. La crainte d'être exposés au virus, la conscience d'être victimes de chantage et

le fait de devoir choisir entre santé et salaire étaient tangibles. Après quelques arrêts de travail non coordonnés, une grève officielle a eu lieu le 3 avril. Un nombre restreint de revendications ont été retenues et mise en pratique ; malgré cela la majorité des travailleur.se.s a repris le travail. Les raisons principales de ce choix résident dans la rhétorique d’être “essentiel” pour la population et dans le discours syndical selon lequel les corps intermédiaires avaient besoin de temps pour les négociations.

Nous n’avons pas besoin d’être appelé.e.s “héros”, nous avons besoin de protection et de matériel ! L’hôpital et le service de santé

Le secteur de la santé en Belgique, principalement à Bruxelles, s’organise depuis plus d’un an. L’épine dorsale de la lutte a été “La santé en lutte”, un mouvement auto-organisé qui comprend également quelques déléguées syndicales de base. Il s’agit d’un mouvement trans-catégoriels qui rassemble tout le personnel travaillant dans les hôpitaux (infirmier.e.s, aide soignant.e.s, nettoyeur.e.s, travailleur.se. de cantine...).

Dès le début, le mouvement a dénoncé le manque d’équipement, d’infrastructures, de personnel et de mesures de sécurité ; ainsi que la surcharge de travail, les écarts énormes entre salaires et plus globalement le glissement vers une gestion néolibérale du secteur de la santé. La ministre de la santé, Maggie De Block, avait annoncé une nouvelle réduction budgétaire peu avant le confinement, alors que les médecins sonnaient déjà la sonnette d’alarme sur la possibilité d’un effondrement du système hospitalier en cas de pandémie. Dans plusieurs interviews, la ministre De Block a affirmé que le COVID-19 n’était rien d’autre qu’une “grippe saisonnière” et que les médecins, les travailleur.se.s de la santé et les scientifiques qui soulevaient ces préoccupations étaient des “drama queens”. Lorsque la pandémie est arrivée et que le nombre d’hospitalisations a augmenté de façon spectaculaire, une partie de la crise prévue s’est concrétisée.

Ce mélange explosif a contribué à déclencher un conflit préexistant et à faire raisonner le discours développé par les travailleur.se.s du système de la santé.

Au moment de la rédaction de ce texte, le mouvement “La santé en lutte” a réussi à rassembler un consensus de masse.

Lorsque le nombre d’hospitalisations dans les unités de soins intensifs a atteint un point critique, le grand public s’est précipité à reproduire les images provenant de pays durement touchés, comme applaudir le personnel soignant chaque jour à un moment donné de la journée.

Grâce à ce coup de projecteur sur la lutte du secteur de la santé, les travailleurs.e.s organisé.e.s du secteur ont pu prendre de l’avance sur la narrative gouvernementale et faire basculer des parties importantes de l’opinion publique vers une critique sévère des coupes budgétaires imposées depuis longtemps au service national de santé. Faute de pouvoir employer les formes traditionnelles d’organisation en raison de la pandémie, “La santé en lutte” mène une forte campagne dans les médias sociaux appelant non seulement à soutenir les services de santé mais aussi à critiquer les politiques du gouvernement. Elle consiste à inciter les gens à soutenir leur mouvement en affichant des banderoles sur fenêtres et balcons, en signant des pétitions en ligne et en appelant bientôt à une manifestation de masse si cela peut se faire en toute sécurité. Les effets de cette campagne médiatique peuvent être vus et entendus dans toute la ville : un certain nombre de balcons affichant des slogans de La santé en lutte ou des gens criant “du fric, du fric pour l’hôpital public” pendant le rendez-vous de 20 heures en soutien au personnel soignant. Sur le plan politique, nous assistons à un refus public et catégorique de la rhétorique des “héros au front”. Les slogans et les demandes se construisent autour de l’exigence d’un réinvestissement massif dans les services de santé, à la réquisition de cliniques privées et du matériel. Le mouvement remet également en question la gestion du secteur de la santé et exige la démission de la ministre fédérale compétente.

Deux de leurs principaux slogans méritent un examen plus approfondi : “Nos vies valent plus que leurs profits” et “on règlera nos comptes après”. La première marque clairement la prise de conscience d’être sacrifié.e.s. en première

ligne, à cause d'une urgence issue de l'inadéquation du gouvernement à gérer la situation ; mais aussi de devoir payer de leur santé physique et de leur vie, le prix de décennies de coupes budgétaires et de politiques néolibérales. Le deuxième marque la détermination, l'envie de répondre, de trouver un moyen de riposter, on n'oubliera pas qui et ce qui a provoqué la situation qu'ils/elles vivent actuellement.

“L’activisme de balcon”

Dès les premiers jours du lockdown, en partie spontanément et en partie en réponse aux appels des mouvements sociaux, nous avons remarqué un affichage massif de bannières et messages sur les fenêtres et les balcons de Bruxelles. Au départ, les banderoles étaient principalement destinées à soutenir le personnel hospitalier. Dans les semaines qui ont suivi, les slogans ont commencé à devenir de plus en plus politiques et autour de nombreuses revendications et sujets différents, allant des questions de logement à l'accès aux services sociaux de base. D'autres dénonçaient la répression policière et la violence domestique, ainsi que les questions environnementales. Cette forme d'activisme signale une volonté d'être “en confinement mais pas réduit.e.s au silence” et représente, dans une certaine mesure, une nouvelle forme d'activisme politique. De notre observation très superficielle, derrière les vitrines nous avons découvert, en termes de composition de classe, un labyrinthe complexe de multiples subjectivités extrêmement hétérogènes qui sont loin d'être uniformes.

S'opposant à tout effort de synthèse générale, nous les avons grosso modo divisées en trois groupes principales :

1. Les travailleur.se.s de l'industrie des services et du secteurs socioculturel qui effectuent du télétravail.
2. Les travailleur.se.s des activités “non essentielles”. Selon le secteur d'activité, certain.e.s perçoivent encore en moyenne le septante pour

cent du salaire, et d'autres ont déjà perdu leur emploi ou sont privés de toute source de revenus, comme pour citer un exemple les 140 000 (environ) étudiant.e.s travaillant dans l'HO.RE.CA.

3. Les personnes en charge du travail reproductif et/ou de soins : les travailleur.r.se.s invisibles et non rémunéré.e.s.

Les subjectivités et les tendances pandémiques

De l'invisible aux travailleur.se.s clés

En ce moment, les travailleur.r.se.s qui expriment un niveau de résistance et conflit plus élevés sont ceux et celles qui se trouvent en "première ligne" dans l'urgence pandémique. Hier, ces travailleur.r.se.s étaient invisibles et poussé.e.s aux marges du marché du travail. Aujourd'hui, ces emplois sont considérés comme vitaux et "essentiels". Qu'il s'agisse du personnel du secteur des soins de santé, de la distribution, de la logistique, de la collecte des déchets ou des industries agricoles et alimentaires, ces emplois sont parmi les plus précaires, les plus exploités et les plus sous-payés que l'on puisse observer en Belgique. Lorsque nous examinons leur composition sociale, nous nous rendons compte que cette composition de classe est fortement transnationale, sexuée et raci(al)isée. Ces caractéristiques ne sont pas fruits du hasard. Dans ses tendances de développement, le capitalisme élabore ou réélabore des formes d'exploitation et de domination, expérimente de nouvelles façons de se libérer des relations industrielles préexistantes et conçoit de nouvelles techniques de chantage et de coercition pour contrer tout comportement insubordonné éventuel de la classe ouvrière.

Il est donc normal que, lorsqu'on demande de payer le prix fort de la crise et de devoir à nouveau choisir entre santé et salaire, ces travailleur.se.s, déjà très exploité.e.s, affichent un niveau de conflit et de refus plus élevé.

Tendances à la restructuration

Pendant cette période de pandémie et de crise qui en découle, le néolibéralisme a violemment accéléré son processus de développement et de restructuration dans toutes les directions. Un exemple : les nécessités liées au confinement ont permis l'accélération de la mise en œuvre et de la généralisation de l'usage du télétravail, alors que le télétravail était déjà inclus dans le processus de restructuration avant la pandémie. L'expulsion d'un nombre important de travailleur.r.se.s de certains secteurs correspond également aux besoins du développement néolibéral. Cela reste cohérent avec l'attention accrue portée sur la chaîne d'approvisionnement mondiale, de la logistique à la livraison des marchandises à domicile, et donc au processus d'accélération de l'automatisation et de la numérisation.

Ces restructurations qui ont lieu à l'occasion de cette crise contribuent déjà à la création de nouvelles subjectivités. Les discussions en Europe sur un nouveau "plan Marshall" (basé sur l'économie dite verte, les nouvelles technologies et les investissements dans les infrastructures comme réponse aux conséquences économiques de la crise du COVID-19) détermineront également une accélération des tendances de développement mentionnées ci-dessus.

Dans un tel contexte, le rôle d'une co-recherche militante est celle de dévoiler les éléments et les particularités de cette nouvelle phase, non seulement pour anticiper le plan du capital mais aussi pour localiser et explorer de nouvelles opportunités tactiques, pour identifier les lignes de failles exploitables et contribuer avec de nouveaux éléments à une science de classe.

Plateforme d'Enquêtes Militantes: Le Covid-19 en France : entre offensive du capital et développement des antagonismes du travail

La pandémie de Covid-19, en France comme dans certains pays dans le monde traversés par la séquence de soulèvements populaires de 2019, s'ancre dans un contexte de conflit social exacerbé, dans lequel les tensions et les contradictions qui traversent au quotidien nos sociétés s'accroissent de manière à la fois rapide et inattendue. À l'heure actuelle, après plus d'un mois de confinement total et de crise économique majeure, dix-huit mois de Gilets Jaunes, avec des moments quasi insurrectionnels et une grande créativité démocratique, et presque trois mois de grève généralisée contre la "réforme des retraites" n'apparaissent plus simplement comme des ré-inventions de la lutte de classe dans le monde contemporain, mais comme des messagers de l'avenir – les épiphanies subjectives et conflictuelles de l'écroulement du vieux monde et de l'ouverture d'un espace d'expérimentation et de nouveauté radicale.

Les effets de l'épidémie de Covid-19 sur l'antagonisme entre travail et capital ne peuvent pas se comprendre sans voir de quelle manière un terrain de lutte puissant a été ouvert et conditionne la situation actuelle. Le caractère « exceptionnel » des mesures prises pour faire face à l'épidémie ne se situe pas sur un espace vide, mais sur un tissu vivant de formes d'auto-organisation et

de contrepouvoirs sociaux, démocratiques, écologiques qui se sont consolidés au fil du temps. Pourtant, du côté du gouvernement français, la situation, et l'occasion politique qu'elle a représenté au début de cette crise pandémique, sanitaire et sociale, semble très claire : fort d'une rhétorique martiale et sous couvert d'unité nationale (c'est Macron qui a introduit le mot "guerre" dans le débat international sur la crise en cours) il s'agirait pour lui de profiter de la situation pour ré-articuler le rapport État-capital et les formes de gouvernance néolibérales qui s'étaient installées après la crise mondiale de 2008. Plutôt que vers un "état d'exception mondial" inédit, nous allons donc vers une gestion différenciée de la crise reproductive que l'épidémie a entamé - une situation qui appelle une analyse matérialiste des rapports sociaux, dans le cadre d'une reconfiguration des pouvoirs administratifs et de gouvernance à l'échelle nationale et européenne.

En France, cela s'est manifesté de diverses façons notamment par la direction de la crise par d'anciens acteurs de la casse du système de santé, comme Jérôme Salomon, le directeur général de la santé chargé de la gestion de la crise épidémique, ou encore par la "Loi d'Urgence Sanitaire". Loi qui entretient une forte ambiguïté sur la question de la finalité des mesures mises en place: elles sont tout à la fois prévues pour lutter contre la propagation du virus mais aussi pour « faire face aux conséquences économiques » de l'épidémie. En fait cela signifie pour une bonne partie de cette loi la suspension *sine die* du code du travail, sachant que l'entrée de la France dans une phase de récession ce trimestre indique bien que les conséquences de l'épidémie ne s'arrêteront pas là. Les mesures d'interdiction des licenciements annoncées comme possibles ont finalement été remplacées par un système « d'aide aux entreprises », (sous-forme d'exonération des cotisations sociales destinées à financer la sécurité sociale). Se fondant donc sur l'idée que limiter les licenciements passera par davantage d'aides accordées au patronat.

Nous sommes donc confrontés à une contradiction évidente dans le programme gouvernemental français. D'une part, face à la grave crise de légitimité qui le caractérise, Macron insiste sur la "refondation" de son projet

politique, de son modèle de développement et de ses politiques sociales, en termes d'augmentation des dépenses publiques et de "revalorisation" de certains services publics, à partir de la santé. D'autre part, cette refondation se fait en maintenant les axes fondamentaux de son projet : remise en cause des "rigidités" du droit du travail, refus d'une véritable reconversion écologiste de l'économie, de-fiscalisation des grands patrimoines et conséquente redistribution de la richesse vers le haut de la société (points sur lesquels les Gilets Jaunes ont exprimé toute leur détermination).

Dans ce contexte en rapide évolution, un des premiers effets des mesures socio-sanitaires du gouvernement a été l'augmentation de la durée du temps de travail à 60 heures par semaines dans les secteurs dits "essentiels", qui coïncident souvent avec les couches sur-exploitées du travail salarié contemporain, comme la logistique ou l'industrie agro-alimentaire. De plus, des mesures de congés obligatoires ont été imposées dans le cadre de cette loi, tandis que certains membres du gouvernement commencent à envisager la possibilité de faire travailler pendant l'été pour récupérer le temps de production perdu à cause de l'épidémie, comme si le confinement était une parenthèse de joyeux congés printaniers.

La question politique décisive est donc de déterminer quels secteurs sont essentiels et lesquels ne le sont pas dans un moment comme celui-là. Et de ce point de vue, la ministre du travail Pénicaud n'a pas hésité à qualifier les ouvriers du bâtiment qui refusaient de travailler de "défaitistes" dès la première semaine du confinement. Dans cette situation, le mot d'ordre que nous avons mis en avant a été celui de l'arrêt de la production non-essentielle, autrement dit: *de faire produire uniquement pour reproduire l'espèce et sauver des vies*. Cette "conscience de l'espèce", lorsqu'elle se combine avec les conflits du travail, assume en même temps une connotation de "classe", en supposant qu'aujourd'hui que la "classe" se présente en termes multiples et comme un processus de recomposition et de transformation continu. Des facteurs "sociaux", de "genre", de "race" se croisent en effet dans ces nouveaux conflits au travail - conflits qui sont en même temps inséparables de luttes

écologiques et du *welfare* (c'est ce que nous entendons par reproduction sociale).

Cette crise a donc une fonction révélatrice de la division sociale du travail contemporain et des nouvelles logiques d'exploitation. D'un côté, nous avons le monde du télé-travail (voir les multiples articulations du travail cognitif, de la connaissance, du travail linguistique et communicationnel, etc.) qui représente environ 8 millions de travailleurs sur 19 millions d'actifs, sans oublier ce qu'on appelle le "free digital labour", c'est-à-dire l'énorme masse de données sociales (en termes d'informations, de contenus et d'affects) produite par chacun.e d'entre nous, extraite par les plateformes et intégrée dans le cycle de l'accumulation de capital. De l'autre côté, nous avons le travail des services, du public ou du privé, et le travail néo-tayloriste manuel ou d'exécution. Ces dernier.e.s travailleurs.se.s, touché.e.s par les plus grosses pertes de salaires pour celles et ceux qui ne peuvent plus travailler, sont surtout le plus sujets aux contagions (en particuliers les travailleur.se.s de la santé) du fait de la circulations des biens et personnes sur leurs lieux de travail. Enfin, les petit.e.s travailleurs.se.s indépendant.e.s, les chômeurs.ses exclu.e.s des nouveaux critères d'attribution des allocations prévus par la réforme de l'assurance chômage; ou encore celles et ceux qui, se trouvant dans des situations de grande précarité, compensent leurs revenus avec des formes de travail accessoire, informel ou au noir. Ce délaissement des travailleurs au noir occasionne des situations de très grande gravité également du point de vue sanitaire.

Il faut enfin souligner que ce sont les travailleuses et les travailleurs de la reproduction – au sens large – qui se trouvent dans le noeud stratégique de cette crise. C'est à partir de ce constat que deux perspectives de lutte peuvent se dessiner à l'horizon. D'une part, des voix s'élèvent de plus en plus pour revendiquer la reconversion immédiate des chaînes de production, par exemple de voitures, vers des finalités relevant de la reproduction la vie commune et non de la valorisation monétaire: "produisons des respirateurs, pas des voitures!". A ce propos, nous devons réitérer que bien que le

gouvernement français affirme que des entreprises telles que Michelin aient “accepté” de modifier l’organisation de leur production, ce sont bien les luttes de bases syndicales ainsi que la perspective d’une intensification des antagonismes sociaux déjà existants qui a occasionné une telle décision.

Face à cette situation, du côté du travail la question du contrôle démocratique de la production se pose à deux titres : d’une part comme nous l’évoquions, dans la restructuration des chaînes de production pour subvenir aux besoins reproductifs de l’espèce, pour assumer la tâche reproductive que les gouvernements néolibéraux ont largement abandonné suite à quarante ans de “rationalisation” du système sanitaire; d’autre part, dans l’autogestion de l’hygiène dans les entrepôts et les usines, tandis que les patrons quand ils s’essaient à cette tâche sombrent dans un irrationalisme et une superficialité terrifiante, en forçant ses ouvriers à prendre des traitements dont l’efficacité n’est pas prouvée et qui peuvent être dangereux.

Ces dernières semaines, les mouvements de grèves s’intensifient ou se préparent sur la base d’un refus évident de la part de celles et ceux qui travaillent encore de risquer leurs vies pour, par exemple, livrer des colis : après près d’un mois de confinement, la plupart des entreprises n’ont modifié que très marginalement leurs conditions sanitaires. À cela se rajoute la difficulté pour les travailleurs à faire respecter le “droit de retrait” (droit qui permet de cesser le travail quand les conditions de sécurité ne sont pas assurées). De nombreux bureaux de poste, par exemple, se sont déjà mis en grève et de plus en plus l’inspection du travail constate qu’il n’y a effectivement aucun respect de la “distanciation sociale” de 1,50 mètres prônée par le gouvernement, impossible à faire respecter dans la plupart des lieux de travail encore actifs. Dans ce cadre, la réponse des syndicats se durcit avec les semaines malgré les difficultés du point de vue des organisations elles-mêmes d’opérer normalement du fait du confinement, car à ce jour, les délégués syndicaux ne peuvent pas circuler. Un préavis de grève dans le service public permet à tout salarié syndiqué ou non de se mettre en grève et dans les entreprises où la sécurité est la moins respectée comme chez Amazon, même

les syndicats les plus modérés ont appelé à la grève alors que le nombre de contamination explose, malgré l'opacité des nombres de cas entretenue par les directions.

L'annonce récente d'un "plan de déconfinement progressif" à partir du 11 mai est aujourd'hui largement comprise comme un injonction pour toute une série de figures du travail à reprendre l'activité productive.

Il est clair que face à la nécessité pour Macron, comme pour beaucoup d'autres représentants du néolibéralisme, de réactiver la machine économique, le besoin de défendre et d'organiser la reproduction de la vie collective ouvrira encore plus qu'aujourd'hui des espaces pour la construction de l'autonomie et de l'auto-organisation sociale.

Il semble bien que la réouverture des écoles annoncée pour le début du mois de mai soit une manière de permettre aux parents de retourner bosser, en exposant massivement les personnels de l'éducation à la contamination. Même s'il est trop tôt à l'heure où nous écrivons pour se prononcer sur la question de ce qui s'annonce être un retour au travail, nous pouvons déjà dire qu'il est inconcevable que les précaires de l'éducation nationale et d'autres secteurs ne se mobilisent pas prolongeant par là la détermination dont ils avaient fait preuve lors du mouvement contre la réforme des retraites. Une forme innovante de grève de l'éducation nationale pourrait ainsi être expérimentée.

En réalité, la conjonction de mouvements de masse qui savent désormais s'inscrire dans la durée comme en témoignent les Assemblées des Assemblées de Gilets Jaunes et la myriade de contre-pouvoirs populaires et locaux qui la composent ainsi qu'une grève généralisée semble faire craindre chaque jour qui passe de plus en plus à la bourgeoisie, le long printemps de luttes qu'elle a essayé de repousser maintenant depuis plusieurs années. Dans ce cadre, il est impossible pour eux de ne pas faire de larges concessions: la décision judiciaire prise le 14 avril de réduire à 10% de leur capacité les sites d'Amazon comme le

demandait l'union syndicale SUD-solidaire illustre cela parfaitement, comme le rapide abandon de la part du Medef de sa revendication de l'allongement du temps de travail. Par ailleurs, les revendications pour la reconnaissance du travail de reproduction qui se traduit si souvent par des emplois invisibles ou précaires vont également dans ce sens : anticiper la crise économique qui accompagnera la fin du confinement, c'est aussi réfléchir et construire des luttes qui ont pour but une restructuration de la fiscalité en France (retour de l'ISF, suppression du CICE) qui passe par un investissement massif dans le secteur public, une meilleure distribution des richesses et un refus généralisé des politiques d'austérité. Toutes ces luttes seront pour que rien ne revienne à la normale, et notamment en France, pour que la machine politique du macronisme, avec ses réformes et son projet de démantèlement du publique, ne redémarre pas.

Dans ce cadre et pour intensifier la pression sur les institutions l'enjeu majeur d'intervention et d'enquête qui semble devoir aujourd'hui se poser est clairement l'auto-organisation de formes alternatives de reproduction sociale à l'heure où la question de l'espace domestique est mis au coeur de notre quotidienneté : la question des loyers, du travail domestique, des violences faites aux femmes, doivent absolument être posées et s'articuler avec des pratiques de base comme le font déjà les brigades de solidarité populaire et de nombreux autres groupes de solidarité.

L'autre perspective d'enquête qui s'ouvre de notre point de vue est le pendant écologique de cette crise : la crise écologique en cours étant doublement à l'origine de la double situation dans laquelle nous évoluons pose clairement des enjeux centraux des mouvements écologistes tels que la réduction globale du temps de travail et l'intervention avec une perspective écologiste dans les luttes du *care*. Les travaux de l'Assemblée parisienne des écologies en luttes va largement en ce sens, en tentant de politiser la question écologique à l'heure où la destruction des écosystèmes rend une telle crise mondiale reproductible.

ACTA: Nous sommes en guerre ! Le durcissement de la lutte de classe en France au temps du coronavirus

Emmanuel Macron l'a exprimé haut et fort tout au long de sa deuxième allocution présidentielle, lundi 16 mars : « nous sommes en guerre ! ». Une exclamation répétée six fois en vingt minutes. Une guerre sanitaire, d'abord, contre un ennemi invisible et insaisissable, qui avance chaque jour en conquérant de nouveaux territoires et en s'infiltrant toujours plus dans les espaces sociaux et géographiques déjà envahis. Une guerre insidieuse et difficile donc, qui nécessite la mobilisation totale de l'appareil d'État, lequel – au vu du fardeau de la tâche – doit pouvoir être mis dans les meilleures conditions d'agir, outrepassant en l'occurrence le cadre parlementaire classique. Une guerre, ensuite, qui pour être menée à bien doit bénéficier de l'appui inconditionnel des enfants de la patrie, seule garantie de l'unité nationale sans laquelle les efforts de guerre risquent d'être vains. « L'État paiera ! », nous a indiqué, solennel, le chef de la République. À nous de faire en sorte que sa promesse fumeuse se transforme en mot d'ordre politique. Et si l'événement pandémique représente certes une rupture majeure dans la conjoncture actuelle, la séquence inaugurée par la mobilisation contre la Loi Travail en 2016, prolongée par les Gilets Jaunes en 2018-19 et par la grève contre la Réforme des retraites en 2019-20 définit tout de même un champ de bataille parmi les plus conflictuels au monde.

Dénoncer la répression

Dès la guerre d'Algérie – fondation constituante de la Vème République – la plupart des crises profondes qui ont secoué la France ont été affrontées à travers l'institution de l'état d'urgence. À l'exception de Mai 68, chaque fois que les équilibres politiques ont été mis en danger par des soulèvements populaires, les gouvernements en place ont fait appel à la suspension temporaire du cadre légal en vigueur. La généalogie coloniale du dispositif juridique est connue.¹ Et son instauration répétée au cours de l'histoire récente en est la confirmation la plus flagrante : trois fois dans les « Outre-mer » tout au long des années 1980, pendant plusieurs semaines à l'automne 2005 sur l'ensemble du territoire métropolitain pour contrer les émeutes de banlieues, et de façon ininterrompue entre 2015 et 2017 suite aux attentats terroristes. Depuis 2017 les principales prérogatives régaliennes de la souveraineté d'exception garantie par l'état d'urgence ont été incorporées au droit commun, renforçant le pouvoir décisionnaire de l'exécutif et les marges de manœuvre des principaux organismes judiciaires et policiers de l'appareil d'État. Le tournant autoritaire à l'œuvre dans maintes démocraties occidentales trouve ainsi en France un lieu de cristallisation particulièrement visible. Et la crise du coronavirus n'a bien évidemment fait qu'accentuer ces tendances déjà fortement déchainées – la Loi d'urgence sanitaire s'inspirant explicitement des normes d'exception.

Dénoncer la répression

Dès la guerre d'Algérie – fondation constituante de la Vème République – la plupart des crises profondes qui ont secoué la France ont été affrontées à travers l'institution de l'état d'urgence. À l'exception de Mai 68, chaque fois que les équilibres politiques ont été mis en danger par des soulèvements populaires, les gouvernements en place ont fait appel à la suspension temporaire du cadre légal en vigueur. La généalogie coloniale du dispositif juridique est connue.² Et son instauration répétée au cours de l'histoire récente en est la confirmation la plus flagrante : trois fois dans les

« Outre-mer » tout au long des années 1980, pendant plusieurs semaines à l'automne 2005 sur l'ensemble du territoire métropolitain pour contrer les émeutes de banlieues, et de façon ininterrompue entre 2015 et 2017 suite aux attentats terroristes. Depuis 2017 les principales prérogatives régaliennes de la souveraineté d'exception garantie par l'état d'urgence ont été incorporées au droit commun, renforçant le pouvoir décisionnaire de l'exécutif et les marges de manœuvre des principaux organismes judiciaires et policiers de l'appareil d'État. Le tournant autoritaire à l'œuvre dans maintes démocraties occidentales trouve ainsi en France un lieu de cristallisation particulièrement visible. Et la crise du coronavirus n'a bien évidemment fait qu'accentuer ces tendances déjà fortement déchaînées – la Loi d'urgence sanitaire s'inspirant explicitement des normes d'exception.

Toutefois, comme cela est toujours le cas, l'application concrète du dispositif n'est pas abstraitement uniforme, elle se module de manière différenciée en fonction des espaces socio-géographiques et des appartenances de classe et de race. À ce propos, les territoires colonisés, les quartiers populaires, les prisons, les centres de rétention administrative (CRA), les foyers d'immigrés et les établissements sociaux et médico-sociaux offrent une clé d'accès privilégiée pour scruter et dénoncer les abus, les violences et les injustices perpétrés par les instances militaires, policières, carcérales et judiciaires. Comme nous l'avons mis en lumière dans le premier rapport de l'observatoire de l'état d'urgence sanitaire que nous avons lancé avec d'autres collectifs français, la crise en cours a fourni l'occasion d'un raffermissement des logiques sécuritaires, des pratiques de contrôle et de disciplinarisation. Si les zones riches et les centres-villes ont fait principalement l'objet d'une gouvernance pastorale de la part des forces de l'ordre et des médias dominants, c'est dans les territoires colonisés, dans les quartiers populaires et dans les lieux de renferment que l'arsenal répressif de « la main droite » de l'État a été pleinement déployé :

Au déploiement de cent mille membres des forces de « l'ordre » (gen-

darne, police, militaire), à l'élargissement des prérogatives de certains corps comme la police municipale, les gardes champêtres, les agents de la mairie de Paris ou de la préfecture de police, à la prolifération des drones et des caméras de surveillance, s'ajoute la nécessité pour l'État autoritaire de garder un espace-temps ultra-confiné, sur-enfermé, où les privations de liberté augmentent à mesure qu'elles se normalisent dans les autres espaces-temps publics.³

Cette différence de traitement dans l'espace public reflète les différentes conditions matérielles de vie et de travail qui structurent nos sociétés. Ce sont en effet les classes subalternes qui ont été massivement obligées de se rendre au travail, au détriment de la sauvegarde – dans la plupart des cas – de leur santé. Et ce sont toujours les couches inférieures de l'échelle sociale qui se sont trouvées non seulement davantage exposées à la menace mortelle du virus, mais qui sont aussi en train de subir le plus durement les effets délétères de l'emboîtement des crises que le Covid-19 a enclenché.

Enquêter sur l'exploitation

La crise actuelle, qui articule de multiples dimensions (sanitaire, économique, sociale et écologique) de manière inédite, frappe en France après une longue période de fort conflit social contre les politiques gouvernementales néolibérales. De plus, en soulignant l'interdépendance des sphères de la production et de la reproduction – ou, plus précisément, les contradictions entre le mode de production capitaliste (de la valeur) et la reproduction sociale (du travail) – la pandémie met en évidence la question de la reproduction sociale comme un champ de bataille majeur entre le travail et le capital, déjà mis en lumière par le mouvement des Gilet Jaunes et le mouvement contre la réforme des retraites.

En région parisienne, la pandémie rend encore plus criantes les inégalités sociales et leur stratification territoriale au sein de la métropole. Alors que

l'on estime qu'environ 17% des Parisiens ont fui le confinement dans une résidence secondaire au tout début de la crise, le département de Seine-Saint-Denis (93), le plus pauvre de France, est celui qui enregistre le taux de mortalité le plus élevé (une hausse de 63% contre à peine 32% à Paris *intra muros* début avril). Comment expliquer cet écart ? Il est vrai que les conditions de logement et le manque de ressources des hôpitaux jouent un rôle central, mais il ne faut pas oublier que ce sont aussi ces territoires qui fournissent une grosse partie de la main-d'œuvre employée dans les secteurs « essentiels » dont l'activité n'a pas cessé pendant la période de confinement : éboueurs, ouvriers et ouvrières de la logistique et du ménage, transporteurs et soignants... Ceux qui étaient « en première ligne » dans la rue contre les politiques de Macron lors des derniers mouvements sociaux, sont maintenant largement les mêmes qui maintiennent l'économie active – et assurent la reproduction sociale – en période de pandémie.

La crise rend donc non seulement les effets des politiques néolibérales plus visibles, mais elle produit également une expérience de masse potentiellement unificatrice : elle intensifie la polarisation sociale, rend les intérêts de classe plus explicites, renforce l'imaginaire qui oppose « eux » et « nous », ce qui était déjà souligné par le mouvement des Gilets jaunes. Elle ouvre la voie à la montée de formes renouvelées d'initiatives politiques ancrées dans des expériences concrètes de solidarité de classe (déployées sur les lieux de travail ou dans les quartiers populaires) qui constituent un champ stratégique de recherche et d'action militante.⁴

Mais la pandémie est aussi une opportunité pour Macron de poursuivre par de nouveaux moyens des politiques qui se heurtaient à une opposition sociale très tenace et durable. La crise actuelle risque de devenir un laboratoire d'expérimentation de dispositifs et de mesures justifiés par le cadre de l'urgence sanitaire (l'allongement du temps de travail légal en premier lieu, mais aussi la systématisation de l'utilisation des technologies de l'information afin de contrôler la mobilité de la main-d'œuvre à grande échelle). Elle ouvre des nouveaux possibles dans la restructuration des relations de travail,

légitimée par des appels à « l'unité nationale » en vue de la « reconstruction ». Car de toute évidence l'objectif, à moyen-long terme, sera de faire payer les coûts de cette crise aux classes ouvrières et moyennes, comme cela a été le cas pour la crise financière de 2008. Les orientations de cette restructuration à long terme constituent un autre champ d'investigation stratégique. Derrière le consensus officiel de l'union sacrée, le mécontentement social et différentes formes d'insubordination commencent à s'exprimer dans plusieurs secteurs (transports publics, hôpitaux et maisons de retraite, logistique, éducation, supermarchés...) par la voix de travailleurs inquiets du manque de sécurité et de mesures sanitaires. Cette contradiction entre production et reproduction, entre les profits et la vie, se révélera de façon dramatique au moment du déconfinement. Afin d'anticiper les conflits à venir, nous devons donc concentrer notre attention sur les espaces où des résistances se sont déjà manifestées contre l'appel du gouvernement à la « mobilisation générale » et au « sacrifice » au nom d'une « guerre nationale contre le virus ».

Partisans dans la métropole

L'un des éléments les plus frappants de la situation en France tient à la focalisation sur le *jour d'après*. Des franges les plus radicales de l'autonomie à la France insoumise, de l'extrême-gauche trotskiste aux Verts convertis à la raison néolibérale, c'est comme si on s'était passé le mot, *écoutons l'État, critiquons-le au mieux, et on verra après*. S'il y a quelque chose de saisissant à contempler les théoriciens de la crise comme mode de gouvernement reporter au lendemain l'intervention politique, cela traduit néanmoins l'incapacité du Mouvement, et des luttes quasi-ininterrompues depuis 2016, à s'adapter aux changements soudains de conjonctures et ajuster leurs pratiques en conséquence. Sans rien dire des humiliantes tentatives de manifestations en ligne, on ne peut que rappeler aux nôtres que le futur, comme le Coronavirus, a commencé il y a bien longtemps, et que l'on ne saurait remettre à des jours meilleurs l'élaboration d'un monde moins meurtrier.

Contre cela, l'appel à l'organisation de brigades d'autodéfense sanitaire

populaires émanant de Milan a constitué une hypothèse désirable et salutaire. Parce qu'il prenait la mesure de la situation, il a su proliférer, de Paris à Bruxelles, de Lyon à Nantes, et dans d'autres villes de France et d'Italie.

Il a su identifier la crise de commandement qui frappe la gouvernance néolibérale d'Europe de l'Ouest. La Lombardie de la Lega, la France de Macron, le Royaume-Uni de Johnson sont autant de *régions* visiblement désarmées face à l'épidémie. En France, après plus d'un mois de confinement, la 6^e puissance économique mondiale se targue d'avoir produit 10 000 appareils de réanimations, sans pour autant assurer que l'on ait suffisamment de masques ou de gel d'ici un mois pour permettre un réel déconfinement. Ce que signale le succès des initiatives de solidarité et d'auto-organisation, c'est avant tout la faillite des États néolibéraux. À Paris, on a vu l'un des principaux hôpitaux de la ville se faire livrer en masques FFP2 par une cantine populaire, des EHPAD se faire ravitailler par des camarades tandis que les postiers chargés de distribuer les aides sociales devaient compter sur la solidarité partisane – leur entreprise ayant décidé de faire don de l'ensemble de ses masques (24 millions) à la police française.

Face à cela, les initiatives se sont multipliées et ne sauraient d'ailleurs se résumer sous le seul nom des brigades. Les solidarités se développent et se renforcent, à l'échelle du quartier, de la rue, du bâtiment. Des tâches qui relevaient auparavant d'une gestion confinée, privatisée dans l'espace de la famille nucléaire, et dont l'assignation à certaines catégories était naturalisée, font désormais l'objet d'une organisation explicitement collective. Vice-versa, des lieux qui sont depuis trop longtemps tenus pour de purs espaces de passage, où les interactions sociales ne sont structurées que par l'économie et la consommation, deviennent des espaces où la vie est remise au centre, rappelant que la domination provoque des résistances et que « la vie comme objet politique a été en quelque sorte prise au mot et retournée contre le système qui entreprenait de la contrôler ».⁵

La tâche de ces initiatives dans la séquence n'est pas de pallier aux associations

humanitaires qui depuis longtemps se sont faites les complices du capital, mais de tracer une trajectoire. Non contentes d'assumer une rupture avec l'ordre existant, elles esquissent le monde d'après, porteuses de pratiques d'auto-organisation rompant potentiellement avec les rationalités étatiques.

L'importance des Brigades sera d'avoir su proposer un cadre d'intervention international dans une séquence qui nous intimait de rester chez nous. Par-delà la joyeuse ironie qu'il y a à convoquer l'imaginaire de la Résistance face à des gouvernants qui multiplient les métaphores guerrières, il y a une nécessité élémentaire à la mise en place de coordinations internationales à l'heure d'une pandémie. Il y a aussi l'importance de ne pas remettre au jour d'après des pratiques potentiellement *massives*, et les questions qu'elles suscitent. Y a-t-il des pratiques à l'échelle de la population qui contribuent à la santé des masses, sans pour autant étendre la surveillance et le contrôle ? Peut-on substituer à la peur qui s'empare de chacun l'orgueil qui émane de la solidarité d'un groupe d'action ? Contre les paniques survivalistes, le mouvement social peut-il transformer des biens privés en biens publics ?

Rarement la disjonction entre notre camp et des politiques de masse *continues, persistantes, reproductibles et inventives*, n'aura été aussi criante. La tâche n'en est que plus grande, et l'urgence plus pressante. Le monde abject qui a produit le coronavirus, il est impératif de l'abattre, sans attendre d'éventuels lendemains qui chantent, mais en s'arrimant au long et patient trajet de la pratique. Car comme le disait un jeune homme au début du siècle passé : « Le communisme surgit de tous les points de la vie sociale, il éclot partout [...]. Que l'on bouche avec soin une issue, la contagion en trouvera une autre, *parfois la plus imprévisible*. »

Into the Black Box et Officina Primo Maggio: Grèves et mobilisations « invisibles » dans l'épidémie italienne

L'émergence progressive de l'urgence sanitaire provoquée par la pandémie de COVID-19 n'a pas été simplement un processus sans heurts dans lequel les mesures pour contenir les risques étaient appliquées d'en haut. Au contraire, l'Italie a connu une vague de luttes d'une ampleur certaine, luttes à l'intérieur et contre ce scénario radicalement nouveau. Plutôt qu'un encadrement passif dans le chemin de l'«unité nationale» pour faire face à l' «ennemi invisible» de cette nouvelle «guerre» (pour utiliser le langage du Gouvernement et des médias), on a vu de multiples expériences de révoltes dans les prisons, d'abstention de masse du travail, de grèves, d'actions de solidarité. Bref, des formes de protestations qui ont montré à quel point, même pendant une pandémie, les inégalités et les injustices jouent toujours un rôle crucial dans la structure de nos sociétés contemporaines. En d'autres termes, l'« exception » représentée par l'éruption du COVID-19 a mis en lumière la manière «normale» dans laquelle les gens sont hiérarchisés.

La division de classe est plus évidente que jamais, tout comme les inégalités creusées quotidiennement par les différences de genre et de race. On pourrait

dire qu'un ensemble de contradictions devient évident et frappant pour l'opinion publique. Tout d'abord, la contradiction entre santé et profit et la distinction entre reproduction sociale et reproduction du capital. La Confindustria, association nationale des patrons d'industrie, s'est violemment opposée à la demande de suspension de la production – en particulier dans les régions du Nord de l'Italie, les plus touchées par la propagation du virus – posant un risque sérieux pour des millions de travailleurs.

En relation avec ces contradictions, une constellation d'autres nœuds est en train d'émerger. Pour ne citer que quelques exemples : l'approche politique néolibérale et près d'une décennie de mesures d'austérité, caractérisés par des coupes budgétaires du système de santé publique et des privatisations de certaines de ses branches, sont désormais reconnues pour leurs effets meurtriers. Ensuite, la notion d'«essentialité» est devenue le point central d'une discussion pour définir quelles activités économiques devaient être arrêtées et lesquelles ne le devaient pas l'être, en définissant une nouvelle sensibilité de l'opinion publique sur le vrai rôle de certains emplois.

Un troisième plan d'analyse, strictement lié à la dernière réflexion, devrait prendre en compte les façons dont les économies contemporaines sont organisées et ce que la crise COVID-19 nous dit à leur propos. La logique des chaînes globales de valeur est profondément secouée et perturbée. L'idée d'organiser les processus de travail par la fragmentation, l'individualisation et la création d'une structure de sous-systèmes hiérarchisés est mise durement à l'épreuve en raison de sa difficile soutenabilité pour le capital. L'un des éléments clés des chaînes globales d'approvisionnement, la logistique, est passée dans les dix dernières années d'un secteur marginal et invisible à un secteur stratégique et «essentiel». La nouvelle logistique métropolitaine, représentée par des plateformes comme Amazon et des applications de livraison comme Deliveroo, est devenue l'infrastructure incontournable de la vie quotidienne. Les livreurs à vélo étaient autrefois étiquetés comme des «*gig workers*»⁶ et sont maintenant employés dans une sorte de «secteur essentiel» qui doit fonctionner également en cas de pandémie. Les millions de

personnes qui vont encore au travail chaque jour nous rappellent comment la condition de la classe travailleuse «traditionnelle» est toujours cruciale pour les économies contemporaines, en démontrant comment le capital est capable d'intégrer différentes formes d' «anciennes» et «nouvelles» conditions de travail et d'exploitation. Enfin, la déstructuration du marché du travail de ces dernières décennies manifeste aujourd'hui ses effets violents. Des centaines de milliers de personnes travaillant avec des contrats précaires ou sur des marchés informels sont maintenant sans revenus.

Compte tenu de cette esquisse de cadre général, nous nous concentrons maintenant sur les quelques enquêtes spécifiques sur lesquelles nous travaillons pendant cette crise.

Logistique

Dans le recadrage continu des nouveaux décrets du Premier ministre tout au long de la crise COVID-19, la logistique a été constamment considérée comme cruciale. Le décret du Premier ministre du 22mars (appelé «*Chiudi Italia*» - «Fermer l'Italie») a confirmé les transports et les services logistiques en tant qu'activités essentielles à garder ouvertes, sans mentionner aucune restriction en termes de marchandises «essentiels» à livrer. Entre-temps, avant et après cette date, des grèves et des blocages ont eu lieu dans des nombreux entrepôts et au sein des entreprises de la logistique. Depuis le tout début de la crise de COVID-19, des protestations spontanées et organisées sont éclatées, pour revendiquer la garantie de mesures de distanciation sanitaire et sociale dans les lieux de stockage, de l'assainissement, des gants en plastique, des masques de protection et d'autres mesures de sécurité de base. De la vallée du Pô aux environs de Rome, de la Lombardie au Piémont, ainsi que dans d'autres régions d'Italie, de nombreux travailleurs se sont arrêtés. GLS, TNT, DHL, BRT, Amazon (en rejoignant la déclaration de l'Internationale des travailleurs d'Amazon) et d'autres entreprises de la logistique sont toujours

confrontées à des grèves quotidiennes : les travailleurs exigent la circulation des seuls produits essentiels et le droit à la santé au travail. Juste avant Pâques, des syndicats ont obtenu un accord avec certaines des entreprises de logistique. Ils ont poussé ces dernières à la signature d'un document dans lequel ils ont convenu de ce qui suit : les travailleurs assuraient la circulation normale de médicaments et denrées alimentaires ; pour ce qui relève des autres marchandises, les entrepôts devraient fonctionner à un pourcentage réduit de leurs capacités. Malgré l'accord initial, même le peu d'entreprises de logistique qui ont signé les documents n'ont pas respecté les déclarations. La situation est encore fluide et peu claire, mais l'agitation des travailleurs se poursuit.

En outre, la chaîne d'approvisionnement de l'agro-industrie est sous stress parce que la récolte de nombreux produits maraîchers approche, mais les mesures de confinement bloquent la fourniture de main-d'œuvre. En effet, les travailleurs migrants représentent la majorité de la main-d'œuvre dans ce secteur, caractérisé par une hyper-exploitation et une hiérarchisation qui se base sur la couleur de la peau. Les lois italiennes sur l'immigration définissent un régime de mobilité restreinte qui rend structurellement illégaux les travailleurs migrants, afin de les exposer à une plus grande exploitation sans possibilité de faire appel aux droits basiques en matière de conditions de travail. C'est pourquoi plusieurs organisations et syndicats réclament une régularisation de ces travailleurs, d'autant plus que cette pandémie met en évidence leur rôle fondamental dans le fonctionnement de la chaîne d'approvisionnement de l'industrie agro-alimentaire.

Riders

Même si les livreurs sont extrêmement exposés au risque d'infection, les plateformes de livraison de nourriture n'ont jamais suspendu le service. Deliveroo a élargi sa gamme de biens livrés, de manière à inclure certains

produits «essentiels» comme des médicaments, pour gagner de nouveaux segments de marché. En outre, les entreprises ont réduit le revenu horaire minimum garanti des livreurs et ont augmenté la commission facturée aux restaurants. Au début, des nombreux restaurants ont suspendu le service, mais comme la quarantaine a été allongé, ils ont repris à fournir aux clients le service de livraison.

Néanmoins, les plateformes n'ont mis en place aucune mesure d'urgence pour garantir la sécurité sanitaire, ni fourni aucune sorte de dispositifs de protection individuelle pour les travailleurs : elles déclinent toute responsabilité vis-à-vis d'une force de travail supposée indépendante. Une sorte de remboursement a été promis aux travailleurs touchés par le Coronavirus, à condition qu'ils puissent le prouver (et on sait que ce n'est pas vraiment facile, car les test ne sont utilisés que pour des cas extrêmement graves). Les livreurs se sont plaints du manque de soutien ; les organisations syndicales des livreurs, autonomes et locales, ont revendiqué la fermeture du service, accompagné par l'instauration d'un revenu de quarantaine. Le problème, en fait, est qu'une grande partie des livreurs ont besoin de travailler pour soutenir leurs familles et n'ont pas d'autres formes de revenus.

Dans ce contexte, les plateformes de distribution alimentaire renforcent leur rôle d'infrastructure sociale de la vie urbaine et peuvent bénéficier de l'économie d'après le confinement d'urgence.

En même temps, comme ce service semble être essentiel dans les chaînes contemporaines d'approvisionnement du capitalisme, les travailleurs gagnent une nouvelle visibilité et pourraient exploiter une telle reconnaissance de leur rôle sociale pour revendiquer l'amélioration de leurs conditions de travail.

Travailleurs indépendantes

La situation qui s'est créée avec la propagation du coronavirus a touché les entreprises et les travailleurs (salariés et indépendants) et est susceptible d'être très lourde à supporter pour de nombreux free-lances qui ne peuvent pas compter sur les aides sociales ou les réserves d'épargne, à cause des revenus souvent en dessous de la seuil de pauvreté.

Début mars, l'association italienne des free-lances ACTA, qui organise cette « condition professionnelle » a lancé une enquête (*inchiesta-lampo*) visant à recueillir des données sur les effets des mesures de confinement sur le travail indépendant. Il s'agit notamment de la perte de revenus qui a déjà eu lieu et qui continuera à avoir lieu dans les mois à venir. Les services fournis par ce groupe de travailleurs sont généralement programmés bien à l'avance ; aujourd'hui, ils sont fortement affectés non seulement par la situation générale des entreprises italiennes et étrangères, mais aussi par les restrictions à la mobilité des gens, en Italie et à l'étranger. Les résultats montrent que les femmes seraient plus touchées que les hommes, en partie parce que les professions qui souffrent le plus sont très féminisées, et en partie parce que la fermeture des écoles et des crèches a un impact plus important sur la disponibilité des femmes à travailler. En fait, beaucoup des gens croient qu'il faudrait des mesures compensatoires en faveur de celles et ceux qui n'ont pas pu travailler en raison de la fermeture des écoles.

Les secteurs les plus touchés restent ceux qui sont directement concernés par la fermeture, mais le ralentissement général de l'économie commence à avoir un impact sur le scénario global.

Parmi les mesures prises par le gouvernement italien pendant l'urgence, il y a une prime de 600 euros pour le mois de mars pour les indépendants. C'est très peu, si on le compare à une perte de revenu qui promet d'être beaucoup plus élevée. Cependant, c'est déjà un premier pas pour ceux qui n'ont jamais

été soutenues par les programmes de sécurité sociale. En outre, d'autres mesures devraient être prises concernant les délais des impôts. En conclusion, cette crise a réaffirmé l'importance de l'aide sociale, non seulement en ce qui concerne le service de santé (dont sont apparues au grand jour les vertus et les limites) mais aussi en ce qui concerne le monde du travail, où des systèmes déjà expérimentés étaient disponibles pour les salariés, mais pas pour tous les autres travailleurs.

Quelques éléments de discussion

Dans une époque marquée par des crises humanitaires, par les conséquentes intensifications des flux migratoires et par les pandémies, le transport des marchandises représente l'un des secteurs fondamentaux pour l'économie mondialisée. D'autre part, l'urgence sanitaire du COVID-19 a favorisé la prise de conscience que, dans un contexte où les chaînes de la valeur sont mondiales et les économies du globe sont interdépendantes, un choc qui frappe un maillons de la chaîne a un impact systémique. Selon certains commentateurs, une fois l'urgence passée le processus de de-mondialisation va s'accélérer. Les chocs que les entreprises, les particuliers et les gouvernements sont actuellement en train de vivre nous amènent à penser que la mondialisation est en danger vis-à-vis de telles urgences sanitaires. Les entreprises vont très probablement tirer des leçons de cette expérience, en premier lieu celle de la possibilité de l'effondrement des *supply-chains* globales dues à ce genre de chocs. Cela aboutira, dans l'avenir, sur une reconfiguration des stratégies des entreprise adoptés jusque là.

Que peuvent apprendre les travailleurs de cette expérience inattendue ? Selon les observateurs, d'une part la pandémie a montré la fragilité des chaînes mondiales de la valeur et cela va accélérer la tendance à la dé-mondialisation ; d'autres part ils prévoient une croissance du secteur de la logistique (malgré

le ralentissement du commerce international), des courriers et de la livraison (en raison de la demande croissante de livraisons à domicile). Si ces prévisions sont correctes, il faut réfléchir sur les luttes à venir dans ce nouveau scénario, en tirant les leçons des conflits passés.

En outre, il existe la possibilité d'une économie «de confinement» même après l'urgence, avec un rôle croissant des plateformes et des entreprises de livraisons de détail. Les géants de la technologie profitent de la crise, avec leurs infrastructures numériques qui deviennent fondamentales pour la vie sociale. Il en résultera une poussée pour plus d'automatisation et de numérisation du travail et des services. La distinction entre le télétravail et le travail en présentiel semble refléter une différence de composition technique du capital selon la capacité de numérisation et d'externalisation. Néanmoins, le foyer ne peut pas être toujours considéré comme un endroit de travail plus safe et plus confortable : à la maison le travail se croise avec d'autres conditions telles le revenu, la race et le sexe. Toutes les personnes n'ont pas accès de la même manière à une connexion internet, et n'ont pas les mêmes conditions de logement ; en outre, la maison peut être également un lieu de violence et d'oppression de genre.

Cela dit, la pandémie produit une expérience de masse qui ouvre à des nouvelles énergies potentielles de conflit. Par conséquent, il est important d'orienter les enquêtes et d'élaborer des hypothèses sur les tendances émergentes. Nous devons être prêts à saisir les chances de verticalisation du conflit vers la déstructuration du commandement capitaliste. Les contours des sujets sociaux qui vont émerger dans le nouveau scénario sont encore flous, mais on peut parier sur la possibilité d'une forme d'expression politique de ce champ social qui n'acceptera pas de payer le haut prix de cette crise. Le défi consiste à organiser les nouvelles possibilités de la lutte des classes, en cherchant, dans le cadre de l'affrontement déjà en cours, les sujets qui ont des visées antagonistes à l'égard du système actuel. En ce sens, nous pensons que de nouvelles possibilités de lutte des classes sont déjà en train d'émerger, et que le potentiel de mobilisation d'une multiplicité de formes «anciennes et

nouvelles» de travail va augmenter. En outre, deux autres domaines vont être stratégique : la «numérisation» du travail et de la vie – y compris des formes omniprésentes de surveillance sociale – deviendra probablement un nouveau terrain de conflit, avec des formes et des dynamiques à inventer ; ensuite, la reproduction sociale est un champ de tension où des nouvelles mobilisations pourraient émerger. Dans cet ensemble hétérogène de possibilités, nous pensons que cette crise devrait être affrontée non uniquement comme un espace/temps de restructuration du capital et de la peur sociale, mais aussi comme une possibilité de relancer de nouvelles configurations des luttes.

Notes from Below: COVID-19 au Royaume-Uni

Au moment où nous écrivons ces lignes, à la mi-avril, le Royaume-Uni n'a toujours pas atteint le sommet de la crise COVID-19. Il est en passe de devenir le pays le plus touché d'Europe. Le gouvernement britannique a d'abord hésité, avec une tentative avortée de stratégie d'"immunité collective", en prévoyant que le coronavirus se répandrait au sein la population, tuant certains et laissant d'autres immunisés. Boris Johnson a promis que *"beaucoup de familles vont perdre des êtres chers"*, tandis que son principal conseiller politique défendait les arguments selon lesquels il fallait *"laisser mourir les personnes âgées"*. Cette stratégie est rapidement devenue intenable et, au bout de quelques semaines, elle a été remplacée par une stratégie de "confinement".

Par la suite, il n'est pas exagéré de dire que le gouvernement britannique doit être tenu responsable de dizaines de milliers de décès. Cela arrive aussi après des années de destruction du système de santé publique et une politique d'austérité de longue date. De nombreuses autres tensions sous-jacentes et crises de moindre ampleur ont également fait surface. La tendance à l'insécurité croissante au travail, les faux emplois indépendants, les logements locatifs de mauvaise qualité, le manque d'aide sociale, etc. contribuent tous à la crise COVID-19 de différentes manières. Il ne s'agit pas d'une rupture par rapport à ce qui se passait avant la crise, mais plutôt d'une aggravation de la situation.

Le maintien de l'emploi est au cœur de la stratégie du gouvernement. Bien qu'ils soient en situation de "confinement", ceux qui ne peuvent pas travailler à domicile peuvent toujours se rendre au travail. Des vidéos montrant des wagons de métro londoniens bondés à l'heure de pointe du matin sont régulièrement diffusées. Le gouvernement a évité de déclarer les travailleurs comme étant "essentiels" ou "non essentiels", et a plutôt classé ceux qui peuvent travailler à domicile et ceux qui ne le peuvent pas. Quoi qu'il en soit, ils veulent simplement faire tourner l'économie.

Ces politiques ont jusqu'à présent évité tout examen sérieux. Les taux d'approbation du parti conservateur au pouvoir ont augmenté, sans que les choix qu'il a faits ne fassent l'objet de critiques ouvertes, alors qu'ils ont déjà causé la mort de 10 000 personnes. Lorsque Boris Johnson a contracté le COVID-19, les critiques sont devenues encore plus taboues. Même les soi-disant experts de gauche ont trébuché sur eux-mêmes pour lui souhaiter bonne chance et les bailleurs de fonds ont surgi pour des choses comme l'achat de boutons de manchette à Boris Johnson pour lui dire "merci". De nombreux journaux se sont attachés à réprimander ceux qui prennent des bains de soleil dans les parcs, tout en essayant d'invoquer le soi-disant "esprit du blitz" de la Seconde Guerre mondiale. Ce langage va-t-en-guerre demande aux gens de se rassembler autour du drapeau britannique pour "combattre" le virus malgré le refus continu de l'État d'organiser des réponses structurelles efficaces.

Malgré le fait que le tablier de boucher (un nom alternatif du drapeau de l'Union Jack, qui attire l'attention sur l'histoire sanglante de l'empire britannique) ait été agité, il y a également eu un changement positif dans le discours public sur le travail. Il y a quelques mois à peine, de nombreux travailleurs migrants étaient condamnés comme "peu qualifiés" et on leur disait qu'ils n'étaient plus les bienvenus au Royaume-Uni. Cette étiquette de "faible" avait plus à voir avec le salaire du travail qu'avec la nécessité de ce qu'ils faisaient. Pourtant, ces travailleurs sont maintenant considérés comme nos "héros". Ce changement de position ne s'est accompagné ni d'augmentations de salaire, ni même d'équipements de protection individuelle (EPI) appropriés. Cependant, il met

en lumière la dynamique du travail au Royaume-Uni, en ouvrant des débats qui n'avaient pas lieu auparavant.

L'une des principales interventions de l'État britannique a été le programme de maintien de l'emploi contre le coronavirus. Ce programme s'applique aux travailleurs dont le lieu de travail a été contraint de fermer. Ces travailleurs sont alors "mis à pied" (ou renvoyés chez eux) et le gouvernement leur verse 80 % de leur salaire. Cette mesure est une tentative désespérée de réduire un chômage de masse en rapide augmentation. Cependant, elle n'a pas été automatique et de nombreux travailleurs ont dû se battre bec et ongles pour la recevoir. Par exemple, les travailleurs de Wetherspoons, la plus grande chaîne de pubs du pays, se sont fait dire dans un message vidéo du propriétaire qu'ils ne seraient plus payés et devraient plutôt trouver un emploi chez Tesco, la grande chaîne de supermarchés du pays. Grâce à une campagne en ligne menée avec leur syndicat, ils ont réussi à forcer le propriétaire à les mettre en congé payé.

Alors que l'utilisation de contrats "zéro heure" a fait l'objet d'une couverture médiatique négative ces dernières années, de nombreux employeurs ont plutôt recours à des contrats à faible taux horaire. Comme le zéro heure, cela implique d'imposer régulièrement aux travailleurs des heures supplémentaires régulières sans les reconnaître comme tels. Cela a généralement le même effet disciplinaire qu'un contrat "zéro heure", obligeant les travailleurs à compter sur la bonne volonté des managers d'une semaine à l'autre. Cependant, pour les travailleurs "mis à pied", cela signifie qu'ils ne reçoivent pas 80 % de leur salaire total, mais plutôt 80 % de leur salaire contractuel pour les heures réduites. Cela pourrait signifier en pratique que les travailleurs ne reçoivent que 50 % de leur salaire habituel ou moins. Les travailleurs de Wetherspoons continuent à se battre pour être payés à 100 % de leur salaire.

Une deuxième intervention du gouvernement est le programme de soutien au revenu des travailleurs indépendants. Il s'agit pour les travailleurs indépendants de demander au gouvernement une subvention couvrant 80

% de leurs bénéfices. Bien que ce programme puisse aider certains travailleurs indépendants, il repose sur les bénéfices déclarés dans les déclarations fiscales, ce que de nombreux travailleurs indépendants auront du mal à produire ou n'auront que peu de rapport avec leurs revenus. Par exemple, les personnes sous contrat de travail indépendant fictif – comme les chauffeurs de camion, les coursiers ou les livreurs – ne réalisent souvent que des bénéfices minimes après avoir déduit les coûts élevés de la location de voitures, de l'assurance, des frais de téléphone portable, etc. Ces coûts se maintiennent malgré la baisse quasi-totale du travail. Cela signifie que le “bénéfice” réel indiqué sur une déclaration d'impôts est minime, de sorte que toute subvention publique le sera également. En pratique, cela sert de mécanisme de pression pour forcer nombre de ces travailleurs à continuer à travailler malgré le blocage. Par exemple, les chantiers de construction (la construction est l'une des industries les plus systématiquement touchées par le faux travail indépendant) ont continué à fonctionner mais de nombreux travailleurs se sont tournés vers les médias sociaux pour protester contre le danger de tels contrats.

La plupart de ces travailleurs devront plutôt se tourner vers les allocations de chômage et compter sur les banques alimentaires pour joindre les deux bouts. Depuis le début de la crise, un million de personnes ont demandé à bénéficier du Crédit universel, le nouveau système d'allocations de chômage. Pour mettre cela en perspective, il y a 30 millions de personnes économiquement actives au Royaume-Uni. Nous nous attendons à ce que ce nombre ne fasse qu'augmenter alors que nous entrons dans une crise économique énorme et prolongée.

Tensions de la pandémie

Depuis 2018, des coursiers médicaux s'organisent au Doctors Laboratory (TDL), un laboratoire privatisé travaillant avec le NHS. Ils se sont battus pour la reconnaissance de leur véritable statut d'emploi (en tant que travailleurs “b”) et des droits qui en découlent, y compris le salaire minimum et certaines

protections sociales. Ils s'organisent maintenant aux côtés de Deliveroo et des coursiers d'autres entreprises au sein de la branche Courrier et logistique de l'IWGB. Bien qu'ils aient remporté de nombreuses victoires récemment, la seule chose qu'ils n'ont pas encore gagnée est l'indemnité de maladie.

À Londres, les coursiers risquent leur vie chaque jour en bravant des embouteillages pour livrer des colis dans toute la ville. L'absence d'indemnités de maladie a toujours été un problème lorsque les coursiers étaient sans travail, parfois pendant des mois, à cause d'une blessure. Ils ont créé le London Courier Emergency Fund, une tentative locale de créer un filet de sécurité pour les coursiers sans travail à cause d'accidents. Cependant, cette fois, le manque d'indemnités de maladie a signifié quelque chose de complètement différent pour les coursiers du TDL.

Au début du mois de mars, la nouvelle s'est peu à peu répandue que les coursiers du TDL transportaient des échantillons de COVID-19. La plupart du temps, cela a été vu comme l'une des blagues cruelles que les contrôleurs faisaient aux coursiers. Après tout, beaucoup de ces échantillons n'étaient pas correctement emballés selon les directives de la santé publique anglaise. Cependant, en quelques semaines, il est devenu évident que ce n'était pas une blague, car les coursiers se précipitaient entre les hôpitaux et le laboratoire pour livrer les échantillons COVID-19. L'entreprise a augmenté les indemnités de maladie de 0 à 95 livres sterling par semaine, conformément au minimum légal pour les employés. Dans cet exemple, nous pouvons voir une tension qui s'est accumulée bien avant que la pandémie ne se manifeste sous la pression de la crise.

Ces coursiers sont confrontés à un choix difficile. S'ils développent des symptômes et suivent les conseils du gouvernement pour s'isoler, ils n'ont pas les moyens de vivre. S'ils continuent à travailler, ils risquent d'infecter ceux qui se trouvent dans les hôpitaux, les laboratoires ou autres. S'il s'agit d'un cas isolé, des situations similaires se présentent pour de nombreux travailleurs qui ne peuvent pas arrêter de travailler en raison d'un salaire

de maladie insuffisant. Les coursiers, comme beaucoup d'autres, qu'ils soient indépendants ou sous contrat, n'ont guère de filet de sécurité. Les indemnités de maladie légales ne couvriraient même pas les coûts de base de la vie de ces travailleurs. De nombreux travailleurs n'ont d'autre choix que de continuer à travailler. Le Royaume-Uni sera très durement touché par COVID-19 parce que de nombreuses personnes ne peuvent tout simplement pas se permettre de rester chez elles.

Un autre groupe de travailleurs qui a été gravement touché par la crise est celui des travailleurs de la santé, en première ligne du NHS. Tout en les célébrant du bout des lèvres comme des héros et en se joignant à l'effusion populaire de soutien comme les applaudissements du soir, le gouvernement ne leur a pas fourni le moindre équipement de protection. Le nombre de décès de travailleurs du NHS augmente rapidement, ayant déjà dépassé les 30, tandis que les médecins, les infirmières et les autres membres du personnel médical et associé font actuellement des heures supplémentaires et voient leurs congés annuels annulés. Un demi-million de bénévoles, principalement des anciens travailleurs de la santé et des retraités, ont également été recrutés pour aider à combler les lacunes d'un service de santé chroniquement sous-financé, fournissant ainsi des millions d'heures de travail non rémunéré.

Pour ceux qui peuvent rester chez eux et continuer à travailler (ou du moins faire semblant de travailler), la situation s'accompagne d'autres risques. De nombreux commentateurs au Royaume-Uni ont déclaré que nous entrons maintenant dans une nouvelle ère de travail à domicile. Ce nouvel argument (qui semble assez ancien) prétend que certains d'entre nous sont maintenant libérés de la tyrannie du bureau. Cependant, plutôt que de considérer cela comme une sorte de congé prolongé du travail au bureau, il est crucial que nous comprenions comment cela pourrait remodeler le travail. COVID-19 fournit un terrain d'essai pour le capital, dans lequel de nouvelles méthodes de surveillance et de contrôle peuvent être testées.

Pour de nombreux employés de bureau, le travail à domicile implique en fait

une intensification du travail. Nombre d'entre eux sont obligés de travailler plus dur et plus vite par leurs patrons, de peur de se relâcher chez eux. La menace de licenciement ou de mise à pied signifie que la pression n'a pas diminué. Grâce à la nouvelle technologie de la Silicon Valley, les anciennes formes de surveillance sont réanimées. Un employé de bureau à qui nous avons parlé nous a parlé de monday.com, un logiciel de travail à distance utilisé sur leur lieu de travail. Il permet aux responsables de "centraliser toute la communication dans le cadre des flux de travail et des projets". L'application permet de suivre, à la seconde près, le temps passé à travailler, ainsi que d'autres indicateurs de performance clés. Avec la révélation que Zoom permet à votre entreprise de suivre le temps passé à l'écart d'un appel, il est devenu évident que les managers utilisent cette crise pour mettre en place une surveillance accrue au travail. Lorsque de nouvelles méthodes d'organisation du travail, plus rentables, sont créées en période de crise, elles ne sont pas abandonnées une fois la crise passée. À moins que les travailleurs ne résistent activement, il n'y aura guère de quoi se réjouir de cette période de travail à domicile. En fait, pour certains travailleurs, comme le personnel universitaire, la crise a été utilisée pour mettre un terme à l'action syndicale nationale en cours, les travailleurs étant plutôt contraints de faire des heures supplémentaires pour déplacer les cours en ligne, tandis que leurs revendications pour de meilleurs salaires et conditions de travail ont été rejetées dans l'herbe longue sans que le syndicat n'y réponde ou presque.

Le travail à domicile, ou du moins le fait de passer autant de temps à la maison, a mis en évidence l'évolution de la composition sociale de nombreux travailleurs au Royaume-Uni. Dans Notes from Below, nous considérons que la composition sociale est un aspect important de l'analyse de la composition des classes, en essayant de comprendre les travailleurs au-delà du travail. L'isolement a attiré l'attention sur le manque de communauté dans de nombreuses régions du Royaume-Uni, un grand nombre de personnes étant même coupées de cette communauté pendant la pandémie. Malgré cela, des milliers de groupes d'entraide ont été créés dans tout le Royaume-Uni. Le mouvement a commencé avec des groupes Facebook pour de grandes zones,

qui se sont ensuite divisés en sections de plus en plus petites. Par exemple, pour deux de nos rédacteurs, cela a commencé dans le quartier de Londres où nous vivons (qui compte plus de 300 000 personnes). Le groupe Facebook est devenu si important qu'il s'est divisé en groupes Whatsapp (notre groupe couvrait une zone où vivent plus de 30 000 personnes). Là encore, ce groupe s'est divisé en 18 groupes locaux différents. Nous sommes maintenant dans un groupe Whatsapp de plus de 50 membres qui couvre les trois rues autour de la tour dans laquelle nous vivons. La création de ces groupes de soutien hyper locaux est à la fois passionnante et nécessaire, étant donné l'effondrement économique imminent. Bien que nous n'ayons pas encore vu ces groupes faire plus que faciliter le ramassage et la livraison de nourriture aux voisins, ce sont des réseaux en formation. Ce sera bien sûr une lutte difficile pour les maintenir en vie en tant que sites de résistance et de solidarité et non pas en tant que groupes de surveillance des voisins, mais ils créent une opportunité de construire pour quelque chose qui a rarement existé au Royaume-Uni auparavant.

Quelle est la prochaine étape ?

Les premières semaines de COVID-19 ont été une bousculade pour le mouvement syndical au Royaume-Uni. Au sein de l'IWGB, le petit syndicat auquel participent certains des rédacteurs de Notes from Below, il s'agissait de lutter contre un large éventail d'incendies : essayer de sécuriser les emplois et les équipements de protection individuelle des membres. Une branche entière de l'IWGB, les instructeurs de cycles, a été informée qu'elle n'aurait plus qu'un seul chèque de paie. Les nettoyeurs des universités et autres lieux de travail de Londres ont reçu des conseils peu clairs et déroutants, et beaucoup d'entre eux ont été priés de continuer à travailler normalement. Dans une université, on leur a demandé de nettoyer une salle de classe utilisée par un étudiant qui avait été testé positif au COVID-19, sans équipement de protection et sans en être informé. Il y a également eu de bonnes nouvelles : la branche de l'Université de Londres a obtenu des augmentations de salaire pour les

travailleurs externalisés de l'UCL en pleine crise.

Bien que les petits syndicats comme l'IWGB et l'UVW aient engagé des luttes avec les employeurs, les principaux syndicats britanniques ont, une fois de plus, été incapables ou peu désireux de réagir de manière adéquate au niveau national. Les campagnes ont été très peu nombreuses : le syndicat des conférenciers UCU a mis fin à sa grève sur de nombreux campus et un autre syndicat a annulé toutes les actions de grève. Les patrons des syndicats se sont laissés convaincre que cette crise nécessitait une unité nationale, à l'image de la nouvelle direction de droite du Parti travailliste. Dans tout le Royaume-Uni, de nombreux travailleurs sont restés sans soutien. Cela n'a pas empêché la colère de bouillonner sur les lieux de travail, tant ceux qui sont connus pour être plus militants que ceux qui n'ont jamais lutté. La réponse de l'IWGB à cette situation a été de lancer une branche de holding à laquelle tout travailleur peut se joindre et qui apporte son soutien aux anciens travailleurs non syndiqués.

Au-delà de cela, il reste à voir si l'on pourra compter sur eux lorsque tout cela sera terminé. Le gouvernement a échappé à tout contrôle sérieux jusqu'à présent, et pourrait encore le faire par la suite. Nombreux sont ceux qui réclament une sorte de compte rendu lorsque nous serons "revenus à la normale". Cette menace, qui peut être utile dans certains contextes, vise à se venger de ceux qui n'ont pas soutenu les travailleurs pendant cette période de crise. Cependant, elle met également en évidence l'impuissance que beaucoup ressentent actuellement. Une fois la phase COVID-19 de la crise terminée, il est clair que les choses ne "reviendront pas à la normale". Une crise économique sans précédent a été déclenchée et l'on va tenter de remodeler sérieusement le travail.

La composition des classes se modifie et, comme toujours, le moment est venu de s'organiser.

Pour en savoir plus :

- Notes d'en bas : <https://notesfrombelow.org/>
- IWGB : <https://iwgb.org.uk/covid-19>
- Travailleurs en colère : <https://angryworkersworld.wordpress.com/>

Robert Ovetz: La pandémie de la classe ouvrière aux USA

Au 9 avril, au moins 81 grèves « à la chat sauvage » et une grève nationale de deux syndicats des transports avaient balayé les États-Unis depuis mars, lorsque le pays entamait son confinement pour stopper la propagation mortelle du Covid-19. L'organisation de la grève et les actions des travailleurs ont été époustouflantes. Des ouvriers du bâtiment aux infirmières, en passant par les entrepôts, les transports, les abattoirs, les *call centers*, le BTP, les *fastfoods*, mais aussi les éboueurs, les prisonniers et un large éventail d'autres figures du travail. La lutte de classe a soudainement refait surface aux États-Unis, comme d'ailleurs dans une grande partie du monde. Les grèves ne sont d'ailleurs pas la seule forme d'action : elles ont été accompagnées de débrayages ou de manifestations d'infirmières et de médecins dans sept États contre le manque d'équipements. Tout cela a de plus fait l'objet d'une large attention médiatique. Une telle auto-organisation des travailleurs et de telles grèves auront des conséquences et un impact importants pour la lutte de classe à un niveau global.

Il ne fait aucun doute que le capitalisme mondial est en crise profonde. Après plusieurs années de réactions autoritaires, nationalistes et protectionnistes, une grande partie de l'économie mondiale est au point mort. Les licenciements massifs de millions de travailleurs et l'effondrement des revenus ont provoqué la chute des investissements et des marchés, sapant la base fiscale des États. La réponse des gouvernements a très souvent consisté en une sorte de socialisme

d'État pour les entreprises, les sociétés et les grandes propriétés – ce qui a rendu encore pire la situation des travailleurs dans les pays riches et produit de la misère et des désastres supplémentaires pour le reste de la classe ouvrière mondiale.

Une fois la crise pandémique passée, la facture nous sera présentée. Il y aura toujours du socialisme d'État pour les entreprises et du capitalisme de marché pour les travailleurs. Le chômage sera utilisé pour frapper les restes de la classe ouvrière syndiquée. Le travail sera réorganisé pour devenir encore plus précaire et le lieu de travail sera encore plus despotiquement géré par la surveillance numérique. Les déficits montant en flèche, les emprunts et les sauvetages d'entreprises seront utilisés pour approfondir les mesures néolibérales de privatisations et de désinvestissement, alors que des réductions d'impôts pour les riches et pour le capital et des impôts régressifs sur les travailleurs seront mis en place. [Les pouvoirs d'urgence de l'exécutif](#) seront normalisés et exercés par la violence afin de récupérer ce qui est dû.

Face à l'immense capacité de perturbation et de blocage des travailleurs auto-organisés, il faudra s'attendre à une inévitable contre-attaque. Et il faudra s'y préparer. Le syndicat *UNITE HERE*, par exemple, organise ses membres – presque tous sans emploi puisque le secteur de l'*entertainment* est mis à l'arrêt – ainsi que tous les travailleurs qui sollicitent son aide. *The United Electrical and Radio and Machine Workers of America* se sont associés aux *Democratic Socialists of America* pour [soutenir les travailleurs qui entendent organiser des grèves sauvages pendant la pandémie](#). Tout en reconnaissant que l'organisation d'une grève générale ne se réduit pas à un simple appel, [Cooperation Jackson a lancé ce mot d'ordre](#), tandis que *Educators United* et notamment sa section californienne ont appelé à des actions, y compris des grèves lors du 1er mai.

Cette vague de grèves sauvages et autres tentatives d'auto-organisation nous livrent des leçons concernant la montée de la lutte de classe aux États-Unis.

L'auto-organisation des travailleurs

L'histoire que nous avons entendue de droite à gauche, selon laquelle les travailleurs ne peuvent pas s'organiser, le capital et l'État sont trop puissants, la surveillance de masse et la montée de l'extrême-droite rendent l'organisation trop dangereuse – tout cela est basé sur de fausses prémisses. Face à la peur de tomber mortellement malades ou de propager le virus, face au chômage, à la famine et au fait d'être sacrifiés pour l'économie capitaliste, les travailleurs n'ont pas été organisés – ils se sont auto-organisés.

Cela signifie que les syndicats et les autres acteurs de la gauche doivent renoncer à leurs tactiques et stratégies archaïques, ils doivent découvrir que les travailleurs sont encore en mesure de s'organiser par eux-mêmes et qu'ils continueront dans cette voie, en faisant circuler les luttes pour répondre à leurs besoins. Les syndicats subiront une immense pression pour abandonner leur objectif étroit de négociation sur l'accord de salaire-productivité fordiste (rompu depuis longtemps) et supprimer le harnais de la loi sur le contrat de travail. Il est grand temps pour nos syndicats de se saisir du pouvoir qui leur reste et de leurs vastes ressources pour soutenir la classe ouvrière plutôt que de se contenter de trier leurs membres loyaux.

La quasi-totalité des travailleurs qui font la grève ne sont pas officiellement encartés auprès de syndicats, mais ils ont leurs propres comités d'auto-organisation sur les lieux de travail. Ce qui implique qu'ils ne sont pas limités par les lois fédérales, par le droit du travail d'État, par les contrats syndicaux ou par d'autres mécanismes de contrôle. C'est cela qui rend les grèves sauvages si dangereuses : elles ne sont gérées ni contrôlées par personne.

La centralité du travail reproductif et du travail logistique

Presque toutes les grèves « à la chat sauvage » sont effectuées par des travailleurs qui font du travail de reproduction ou ce qui est appelé par un euphémisme du travail « affectif, d'attention ou de soin ». La plupart des syndicats aux États-Unis ont renoncé aux travailleurs du secteur de la reproduction, à l'exception de l'enseignement public et des industries privées du soin et de la santé. Alors que la composition du travail de reproduction rassemble des travailleurs extrêmement mal payés et précaires (qui ne l'est plus, désormais ?), très souvent racisés, subissant des taux de rotation très élevés et qui sont sujets à d'autres formes de domination dans la société.

Outre la supposition erronée selon laquelle les travailleurs de la reproduction sont très difficilement organisables, il y a aussi **l'erreur fatale qui consiste à présumer que leur travail n'est pas productif pour le capital**. En réalité, ce qui était autrefois le travail non rémunéré de reproduction de la force de travail pour le capital – la cuisine, le ménage, le soin, l'éducation – effectué principalement par des femmes et des jeunes femmes, est de plus en plus réalisé aujourd'hui sous la condition du salariat. En fait, une grande partie de ce travail salarié n'est qu'une forme de marchandisation du travail non salarié, jadis fait à la maison.

Par conséquent, le capital a pu profiter d'une immense et nouvelle composition technique qui subit différentes stratégies d'exploitation extrême, de domination et de division par statuts juridiques, sexuels, raciaux, salariaux, etc. et plusieurs techniques de contrôle qui sont désormais omniprésentes parmi les segments les plus hautement qualifiés et les mieux organisés de la classe ouvrière. Par exemple, une bonne partie des technologies communicationnelles et des systèmes de gestion des données algorithmiques utilisés pour contrôler et intensifier le travail reproductif offrent maintenant leurs services pour le contrôle des professeurs, des médecins, des infirmières et des avocats.

Les grèves « à la chat sauvage » sont en train de démontrer que les industries de la reproduction sont extrêmement vulnérables à des perturbations – comme cela avait déjà été montré par les luttes pour le salaire ménager/étudiant dans les années 1960–1970 – le long de nombreux goulots d'étranglement dans les chaînes globales de la valeur. Il s'avère que les salaires réclamés par ces mouvements rendent désormais possible aux travailleurs du secteur de la reproduction de refuser le travail plutôt que de céder volontairement leur force de travail – ce qui était leur objectif initial.

Si la production, la préparation et la logistique du secteur alimentaire s'arrêtent, tous les autres travailleurs sont obligés de s'arrêter. L'attaque globale contre le travail reproductif est la pandémie de la classe ouvrière, qui frappe le système de circulation du capital produisant une force de travail à bon marché.

Les travailleurs de la reproduction exploitent maintenant les vulnérabilités de la longue et instable chaîne d'approvisionnement globale du flux tendu. La disparition inattendue du papier toilette n'est pas due à la peur ou à la cupidité des consommateurs. Elle est due à des perturbations imprévues dans la continuité de la division internationale du travail, que le capital a soudainement du mal à contrer. C'est cette stratégie de blocage des principaux goulots d'étranglement globaux qui exprime le plus grand potentiel dans l'espoir de faire dévier notre planète de son chemin vers la catastrophe écologique.

De même, si le pouvoir perturbateur des travailleurs de la logistique est mieux reconnu, ce sont ces travailleurs que les syndicats et la gauche ont surtout abandonnés, ou qu'ils n'ont pas réussi à organiser. Cela n'a pas empêché les travailleurs d'Amazon/Whole Foods, Instacart et d'autres travailleurs de la logistique de perturber la chaîne d'approvisionnement globale, et ce pas uniquement aux États-Unis, mais dans de nombreux autres pays touchés par la pandémie, comme en Italie, où un grand nombre de grèves « à la chat sauvage » au mois de mars ont anticipé le déclenchement d'une grève générale contre l'accord conclu par les trois syndicats les plus « représentatifs » et l'État afin

de maintenir les usines ouvertes.

Alors que le capital s'appuie de plus en plus sur la gestion de la chaîne d'approvisionnement à flux tendu à l'échelle globale grâce à l'utilisation du management algorithmique des données, ces grèves « à la chat sauvage », relativement petites, ont fait basculer les géants de l'industrie. Nous pouvons voir à quelle vitesse ils réagissent en augmentant les salaires et en faisant des promesses vides pour fournir des équipements de sécurité, en prolongeant la durée des congés payés, en offrant des formes de soutien minimal au revenu et en licenciant des hommes-clés, comme le directeur de l'entrepôt Amazon de New York City, Chris Smalls.

Le pouvoir de perturbation et la circulation des luttes

L'éruption simultanée de grèves « à la chat sauvage » dans plusieurs secteurs industriels, pour la plupart non organisés, de nombreux pays offre une autre leçon cruciale. Ainsi, sans aucune coordination centrale mise en œuvre par les partis d'avant-garde ou par les syndicats d'entreprise, la classe ouvrière s'est internationalisée pour la première fois depuis les années 1960. Comme cela avait été le cas avant les années 1960, quand la classe ouvrière s'était également montrée à l'échelle internationale pendant les vagues de grèves sauvages, les conseils ouvriers, les grèves générales et les insurrections révolutionnaires de la fin des années 1910 et des années 1930.

Alors que les nouvelles de chaque grève locale circulent instantanément, d'autres travailleurs s'en inspirent et lancent à leur tour des mouvements de grève ailleurs. Comme le jeu d'arcade pour enfants Tape-la-taupe, la classe ouvrière mondiale surgit en un endroit, puis quand le capital et l'État cherchent à la faire reculer elle surgit simultanément en de nombreux autres endroits, en amont et en aval, tout au long de la chaîne globale d'approvisionnement qui est maintenant en train de s'effiloche.

Ces luttes offrent la possibilité la plus significative pour la classe ouvrière globale de recomposer son pouvoir en près de deux générations. Pour accomplir cela, elles devront non seulement circuler mais aussi devenir explicitement coordonnées, préparées face aux réponses prévisibles et inévitables du capital et de l'État, qui tenteront de les contrôler, coopter, gérer, réorienter, réprimer et de les séparer les unes des autres. Pour que la stratégie du capital et de l'État l'emporte, il faudra la mise en quarantaine de chaque lutte, de la même manière que celles et ceux qui sont en train de les conduire se confinent pour freiner la propagation contagieuse du virus. Pendant ce temps de grèves et d'organisation, nous devons étudier et nous préparer pour faire face aux nouvelles stratégies du capital et de l'État, qui tentent d'atténuer la circulation de ces luttes de la même manière qu'ils cherchent à freiner la propagation de COVID-19. Mais nous devons aussi nous préparer à affronter le rôle des syndicats liés au capital et à l'État, qui chercheront à amortir et ralentir l'auto-organisation des travailleurs. Nous avons vu cela non seulement en Italie, mais aussi chez nous lorsque les travailleurs syndiqués des supermarchés Kroger ont obtenu, contre un retour au travail, une hausse de salaire temporaire de 2 dollars, un congé maladie et des vagues promesses de maigres garanties concernant la sécurité.

Dans les trois projets de loi sur la pandémie qui ont été adoptés en mars, nous avons également eu de maigres « pots-de-vin » de 1200 à 1700 dollars pour les contribuables américains, 133% d'augmentation des allocations chômage, qui ont été temporairement étendues aux travailleurs précaires des plateformes, et un premier chèque familial ou de congé maladie accordé à certains travailleurs pour les séparer de ceux qui sont engagés dans ces luttes de classe perturbatrices. En cas de crise, le capital et l'État sont même prêts à recourir temporairement au revenu de base universel, une idée qui a vu le jour dans les groupes de réflexion libertariens américains comme un moyen pour vider les revenus sociaux, réduire l'emploi dans la fonction publique et attaquer les syndicats sectoriels.

Ces mesures keynésiennes palliatives font pâle figure par rapport aux milliards

de dollars d'assurances que les lois sur la pandémie ont distribués aux entreprises, aux investisseurs et aux banques. Ces cadeaux visent à consolider les bilans des entreprises face aux grèves non déclarées de la consommation des travailleurs et de leurs familles qui limitent leurs dépenses aux seuls biens essentiels. Ceci doit être lu comme un recours du capital et de l'État à la nationalisation à la fois du secteur financier et du secteur de production en subventionnant les dépenses de fonctionnement des entreprises qui, en contrepartie, doivent limiter les licenciements à 10 % de leurs travailleurs. Un discours analogue vaut aussi pour les aides fédérales aux États et aux gouvernements locaux qui tentent de minimiser l'accélération de la démission du secteur public après la crise à cause de l'effondrement des recettes fiscales et de l'austérité qui s'en suivra.

De même, il faudra faire attention aux employeurs qui offrent des congés familiaux ou des congés maladie temporaires, des horaires de travail réduits, des révisions des rémunérations horaires ou d'autres modifications mineures des conditions de travail en réponse aux demandes de mesures de précaution et d'équipements de sécurité. Ces concessions seront proposées comme condition pour un recours accru à la surveillance, à l'intensification et l'allongement de la journée de travail – choses qui d'ailleurs ont déjà été signalées par celles et ceux qui ont été mis au télétravail. Les renflouements fédéraux décrits ci-dessus soulageront les entreprises en leur donnant la possibilité de lancer une contre-attaque bien au-delà de la crise pandémique afin d'imposer de nouvelles relations de travail, des réductions de salaires, des avantages sociaux, de la sous-traitance et de l'automatisation.

La lutte est contre le travail

Une chose passée inaperçue est que les travailleurs luttent simultanément pour des salaires plus élevés et des conditions de travail plus sûres en même temps qu'ils luttent contre le travail. Si, comme l'a fait remarquer Karl Marx,

« le travail est fui comme un fléau » (MECW, Vol. 3, 274), aujourd'hui le travail est refusé parce qu'il est littéralement le vecteur d'un fléau. Les travailleurs du secteur de la reproduction et de la logistique refusent de réaliser des travaux qui dégradent leur humanité, faisant d'eux des victimes sacrificielles du virus en échange de voir le capitalisme poursuivre son chemin en roue libre.

Mais plus important encore, ces travailleurs refusent le travail, ce même travail d'exploitation dangereux auquel la plupart sont contraints en l'absence d'autres moyens de survie et malgré les destructions qu'il inflige à la planète. Tandis que le travail utile, significatif et rémunéré à un niveau qui permette de bénéficier de certains des confort de la vie continue à s'évaporer, le travail disponible sera de plus en plus évité comme la peste. Tandis que le chômage monte en flèche, le nombre de demandeurs d'emploi ayant augmenté de 600 % au cours de la première semaine puis doublé dans la seconde, pour atteindre 6,6 millions pendant la première semaine d'avril pour un total de 17 millions en trois semaines seulement, les travailleurs refusent de travailler alors même que la famine menace.

Cette lutte a démontré le caractère central du déplacement de la lutte contre le travail au coeur de notre organisation et de nos luttes. Il y a tant d'autres choses que les gens préféreraient faire plutôt que de travailler, un désir que nous partageons presque tous, abstraction faite des différences qui nous divisent. De même que le capital a cherché, au cours des quarante dernières années, les moyens d'augmenter la productivité et l'intensité du travail par une nouvelle composition technique, la lutte pour moins de travail (pas simplement pour un travail mieux rémunéré) a totalement disparu de notre réponse. Le refus de travailler pendant la pandémie est devenu le refus de travailler pour la pandémie du capitalisme.

Le danger pour le capital et l'État (complément du capital) du refus du travail se manifeste à travers la rapidité par laquelle les États se sont engagés dans l'amorçage de la pompe fiscale en dépensant des milliards de dollars. L'État a effectivement reproduit la Bolsa Família brésilienne pour mettre de l'argent

dans les mains des gens afin qu'ils le dépensent et ainsi maintiennent artificiellement au travail ceux qui ont encore un emploi. Il ne s'agit pas simplement de démontrer la facilité avec laquelle la richesse peut être redistribuée ou les problèmes écologiques et sociaux résolus – deux demandes futiles de l'opposition loyale. Cela démontre plutôt aux travailleurs reproductifs – considérés parmi les plus impuissants jusqu'à mars – à quelle vitesse ils peuvent gagner moins de travail et plus de salaire en faisant grève. Aucun mouvement lancé par une ONG financée par une fondation d'entreprise n'a réussi à extraire une fraction minime de ce qui a été versé en termes de dépenses fiscales depuis mars. L'administration populiste-droitière de Trump restera dans l'histoire par son usage de la politique fiscale à un niveau jamais vu afin d'étendre l'aide monétaire envers les plus pauvres, les chômeurs, les gens qui souffrent de la faim et les travailleurs précaires des plateformes. Ironiquement, Trump pourrait maintenant devenir le prochain Franklin D. Roosevelt, sauvant le capitalisme en utilisant des stratégies socialistes d'État – une stratégie dont on peut s'attendre qu'il la poursuivre, dans la perspective de sa réélection.

D'autre part, cela met également en garde contre ce qui va suivre une fois que les dangers s'estompent et que des milliards de personnes reprennent le travail. Le capital et l'État chercheront à être remboursés par des coupes encore plus importantes, par l'austérité, la privatisation, les licenciements, la répression, l'intensification des régimes de management algorithmique, la précarisation et de nouvelles attaques contre le secteur public, par exemple en déplaçant des systèmes d'éducation publique entiers vers des plateformes en ligne de conférence gérées par des entreprises.

Recomposition de la lutte de classe

Naomi Klein s'est attirée une attention bien méritée pour avoir démontré comment le capital et l'État utilisent des chocs comme la pandémie pour faire

pencher le pouvoir encore plus en leur faveur. Lors de telles crises, comme Klein continue de nous le rappeler aujourd'hui, le capital met en œuvre ses plans et stratégies précédemment bloqués pour imposer ce que David Harvey appelle « l'accumulation par la dépossession », un terme si largement utilisé qu'on oublie totalement que Marx l'a déjà documenté dans un chapitre du *Capital*, Livre I, consacré à « l'accumulation primitive », en 1867. Il est facile d'oublier Marx lorsque la solution présentée par Klein et d'autres est de revenir au keynésianisme à peine déguisé du Green New Deal (capitaliste).

Ce que Klein et de nombreux autres sociaux-démocrates n'ont pas réussi à reconnaître est que les travailleurs ont également la capacité d'infliger des chocs – par des grèves auto-organisées. Ce type de chocs infligés par la classe ouvrière arrive rarement – 1848, 1871, 1877, 1894, 1917-21, 1932-38, 1945-46, 1960-70 – mais se trouve de nouveau à l'ordre du jour.

Pour comprendre ces luttes, il est nécessaire d'évaluer comment l'organisation des travailleurs a réussi à s'adapter et à concevoir de nouvelles tactiques et stratégies pour contester et rompre l'organisation actuelle du capital, la composition technique. Comprendre la façon dont le travail reproductif s'est auto-organisé révèle à la fois des possibilités et des risques. Les travailleurs du secteur de la reproduction ont trouvé de nouvelles tactiques et stratégies pour s'organiser et perturber la reproduction de la force de travail qui maintient le fonctionnement du capitalisme pendant la pandémie. S'ils sont défaits, le capital aura le champ libre dans ses efforts visant à imposer la stratégie du travail de plateforme à d'autres secteurs comme l'éducation.

L'éducation a longtemps été le terrain de la lutte contre l'imposition d'une nouvelle composition technique du capital. Les travailleurs sont parvenus à réagir avec rigidité, entravant ces plans en luttant contre les *charter schools*, l'enseignement en ligne dans les établissements d'enseignement supérieur, et le continuum d'attaques néolibérales notamment lors de la vague de grèves sauvages dans plusieurs États pour la plupart républicains ainsi que dans la colonie de Puerto Rico en 2018-2019.

Cela signifie que la crise a permis l'introduction rapide de nouvelles stratégies pour briser les récentes vagues d'auto-organisation des travailleurs. Les travailleurs des plateformes ont été intégrés à l'assurance chômage, plaçant davantage sous la gestion de l'État ce secteur de plus en plus organisé et insubordonné. Empruntant au secteur des plateformes, l'État a réussi à imposer davantage d'outils de gestion des données algorithmiques tels que Zoom aux enseignants des écoles publiques et privées, aux écoles de langues et aux professeurs d'université, en plus des récentes introductions forcées des *Learning Management Systems* et des systèmes d'évaluation quantitative de performance. Les deux stratégies peuvent s'avérer fructueuses pour freiner la tendance à l'auto-organisation, à la syndicalisation, et les grèves sauvages dans les deux secteurs, donnant lieu à une nouvelle composition technique du capital éducatif.

À déterminer

L'auto-isolement, la baisse massive des salaires et l'effondrement de la production et de la reproduction qui en résulte ont accéléré la recherche d'une nouvelle composition technique du capital dans l'intention d'extraire encore plus de travail. Comme le rappelle Cleaver dans ses *33 Lessons on Capital* (2019),

Les capitalistes introduisent des machines non seulement pour augmenter la productivité... mais aussi pour augmenter le travail. Les machines fixent le rythme du travail, de sorte qu'en les accélérant, les capitalistes peuvent obliger les travailleurs qui travaillent avec elles à travailler plus vite, et donc plus dur (et parfois plus longtemps). Avec des machines fonctionnant en continu, les travailleurs ont du mal à créer des "pores" de temps libre dans la journée de travail. (329-330)

De même que la pandémie a démontré une nouvelle fois la vulnérabilité mortelle de la population humaine mondiale aux innombrables terreurs de

la catastrophe climatique, elle a également démontré la vulnérabilité du capitalisme mondial à une classe ouvrière mondiale recomposée. Dans le monde entier, nombreux sont ceux qui documentent et évaluent ce nouveau pouvoir recomposé de la classe ouvrière et s'efforcent de le faire circuler. Son succès est la plus grande promesse de réorganisation de la planète pour inverser les cinq siècles de dommages causés par la pandémie du capitalisme.

Notes and Références

- Harry Cleaver, *33 Lessons on Capital: Reading Marx Politically*, UK: Pluto Press, 2019.
- Education International, "Statement: Educators Must be Part of the COVID-19 Crisis Response," March 19, 2020, <https://www.ei-ie.org/en/detail/16660/statement-educators-must-be-part-of-the-covid-19-crisis-response>
- Education International, "Education International COVID-19 tracker," April 8, 2020, <https://www.ei-ie.org/en/detail/16669/education-international-covid-19-tracker>
- Mark Lieberman, "Zoom Use Skyrockets During Coronavirus Pandemic, Prompting Wave of Problems for Schools," *Educator Week*, April 3, 2020,
- Marx Engels Collected Works (MECW), Vol. 3, UK: Lawrence & Wishart, 1975, p. 274.
- Robert is the author of *When Workers Shot Back: Class Conflict from 1877 to 1921* (Haymarket 2019) and *Workers' Inquiry and Global Class Struggle: Tactics, Strategies, Objectives* (forthcoming from Pluto Press, January 2021).

Invisíveis Goiânia: L'appel d'une saga de mort au Brésil

Pour ceux qui ne prêtent attention qu'à la politique d'en haut et aux actualités, ce qui est en train de se passer au Brésil apparaît comme une folie conduite par des politiciens dingues et des *businessmen*. Une immense majorité a été du côté de la quarantaine dès le début, près de 73 % de la population. Le pourcentage devient encore plus élevé dans les parties les plus pauvres de la population : près de 96 % de la population dans les favelas défend la quarantaine ainsi 76 % des chômeurs et des travailleurs précaires, même si elle n'est pas accompagnée d'un revenu de quarantaine. Les travailleurs et les pauvres au Brésil sont assez au courant de la valeur de leur propres vies et du fait que personne mis à part eux-même n'est capable que garantir leur moyen de subsistance. Pourtant nous faisons l'expérience d'un immense augmentation en ce qui concerne les infections, les taux de mortalité doublent tous les cinq jours, et les rues commencent à se remplir. Pourquoi ? Serait-ce parce que les pauvres sont ignorants et ne croient pas en la pandémie, comme certains voudraient le faire croire ? Ce n'est pas ça. La classe ouvrière brésilienne est en train de lutter d'un combat désespéré qui se passe au jour le jour afin de se protéger, eux et ceux qu'ils aiment, de la coercition économique et psychologique sans aucun soutien des syndicats et de la gauche. Par exemple, une projet qui propose un fonds de secours d'urgence pour les pauvres de 600R\$ a été célébré par la gauche comme une victoire majeure au début du mois d'avril, mais à la fin du même mois, il y a

au moins 45 millions de travailleurs qui ne l'ont pas encore reçu. 5 millions de travailleurs ne peuvent même pas s'inscrire pour le recevoir parce qu'il n'ont pas de smartphones pour faire la demande. Les 40 autres millions devraient s'exposer à l'infection dans de longues files d'attentes devant les banques. Ils doivent attendre pour voir s'ils seront capables de s'enregistrer pour avoir une chance d'en être bénéficiaires, mais elle est souvent retardée en raison de problèmes bureaucratiques, telle que celui de ne pas avoir été « actif » au registre de la sécurité sociale.

Le salaire minimum au Brésil est de 1036R\$. Il n'y a aucun débat autour d'un fond de secours supplémentaires. Si il y a eu des mesures de santé, de sûreté et de sécurité dans les hôpitaux, sur les lieux de travail, dans les commerces et partout, c'est grâce à ces luttes désespérées et pourtant très conscientes de personnes qui font ce qu'elles peuvent pour vivre et pour préserver des vies. Notre petit collectif de travailleurs a choisi de traduire et de reproduire cette saga dans un *callcenter* dans le Goiânia, parce que nous pensons qu'elle est représentative de la réalité vécue par de nombreux travailleurs dans notre pays – ils sont privés d'information, on leur donne des informations contradictoires et un mauvais équipement. À la fin, si quelque chose survit, ce sera grâce à leur lutte, et non à cause d'une quelconque lumière de leur managgers. Nous espérons qu'en partageant leurs voix et leurs pensées, les travailleurs et les gens d'autres pays entendront un appel de leur part – pas uniquement celui qui offre un service ou assurer le paiement d'une facture, mais leur appel à pouvoir respirer librement ; ce que tous les travailleurs et tous les humains devraient pouvoir faire. Ce texte représente aussi une forme de pratique politique et théorique dont nous pensons qu'il est important qu'elle soit partagée et discutée. Ces textes ont été produits après un mois de discussion répétée et collective sur de batailles quotidienne, de souffrance partagée, d'angoisse et de joie pour de petites victoires obtenues chaque jour. Il aura fallu un immense courage et une grande résilience à ces travailleurs à l'intérieur du *callcenter* pour continuer à nous contacter et à dénoncer ce qui était en train de passer, y compris sous la menace. Le courage de ces travailleurs a été une inspiration pour nous et nous espérons qu'il sera aussi une inspiration pour d'autres.

L'appel d'une saga de morts: La lutte acharnée des travailleurs du centre d'appel d'Atento pour leur vie à Goiânia

Partie 1: Panique dans les services

Le 20 mars nous avons reçu des plaintes désespérées des travailleurs à propos de la situation au *callcenter* d'Atento, qui fournit des services à des sociétés comme « Vivo », « BMG », « Oi » et « Enel ». La situation est dramatique. Depuis que le nombre de cas de Covid-19 augmentent, les opérateurs de *callcenters* se font licencier et disparaissent de leur poste de travail: « Je me suis rendu compte cette semaine que le nombre d'employés avait baissé chaque jour sans avertissement et sans explication » dénonce un travailleur. « Depuis que le problème du coronavirus a commencé, je me suis rendu compte que les gens disparaissaient, je parlais à mes collègues ; « Les gars, ils y en a qui disparaissent », dit un autre travailleur. La méthode pour licencier les travailleurs sans avoir à payer des droits est cruelle : « Ils donnent une suspension de quatre jours pour pause de deux minutes, car trois suspensions, c'est un motif valable ». Dans cette condition inhumaine, les licenciements de masses se produisent : « J'ai entendu le témoignage d'un employé aujourd'hui, disant que 150 personnes seront licenciés immédiatement, parmi les nouveaux qui ont commencé à travailler il y a trois jours, les gens en période d'essais, et des travailleurs embauchés ». En plus, ceux qui sont obligés d'accepter un emploi du temps en alternance, sans aucun droit à une allocation de nourriture les jours de pause.

Pour les travailleurs des groupes à risques dans l'entreprise, il n'y a aucune urgence à parler de télé-travail. Cela ne s'applique pas aux travailleurs avec des proches à risques : « Si vous avez de la famille, il ne s'en soucient pas. Cela ne concerne que ceux qui ont un ordinateur chez eux et une connexion internet ». Ces travailleurs sont laissés à eux-mêmes parce qu'après un jugement du tribunal sur le nettoyage et la ventilation des lieux de travail ; les conditions de nettoyage des postes de travail restent très mauvaises : « ils disent qu'ils

nettoient mais quelques fois, il y a même des cheveux sur les claviers, ils n'ont donc pas été nettoyés ». Il n'y a pas non plus de gel hydroalcoolique et les travailleurs ne peuvent pas porter de masques ; « Ils disent qu'ils ont du gel (à 70% d'alcool), pourtant c'est aussi un mensonge. Ils les nettoient avec de l'alcool pur. Aujourd'hui le syndicat a donné une bouteille d'environ 20 ou 30ml pour deux. Mais c'était de l'alcool mélangé avec de l'eau... Ah et ils ont interdit l'usage des masques parce que ça couvre le visage et que la boîte ne l'accepte pas. »

Les travailleurs ont aussi rapporté que c'est seulement après une inspection que des postes de travail ont été fermés à cause des mauvaises conditions d'hygiène, et que de vrais produits d'hygiène pour les mains ont commencé à apparaître. Mais ils continuent à demander à ce que les travailleurs aient un l'équipement nécessaire pour télétravailler : « Parce qu'ils demandent encore qui a un ordinateur, mais ils disent qu'il faut avoir un internet à plus de 20mb/s... alors tout le monde s'est tu et j'ai demandé : et ceux qui n'en ont pas ? ». Il n'y a pas eu de réponse de l'entreprise, mais les travailleurs savent que ceux sans équipement continueront à travailler en prenant tous les risques, et ce dans les pires conditions. Au lieu d'embaucher plus au nettoyage, la société a plutôt surchargé de travail les employés du nettoyage qui ne sont pas en mesure de faire tout le travail. En mentant systématiquement, la société s'occupe de prendre des photos qui ne représentent pas du tout la réalité ; Aujourd'hui, j'ai vu des gens prendre des photos des femmes de ménage (qui sont visiblement surchargées,). Des photos d'elles en train de nettoyer les tables et de sourire. « Ils nous ont fait froter les claviers, essuyer les tables, c'est tout »

La consigne pour les travailleurs, c'est le silence : « il y a eu des cas d'employés malades avec des symptômes du coronavirus et ils ont dit de nous taire et qu'ils espéraient qu'ils allaient se remettre ». C'est une manière de pousser les travailleurs à une fatigue mentale extrême. Ils vivent avec la peur de contracter la maladie, d'infecter des membres à risques de leur familles, et de perdre

leur travail. Le résultat, ce sont des travailleurs désespérés : « Mec, les gens pètent un câble. Il y a des gens qui se sentent malades et des managers les forcent à se concentrer. Je suis nul, je ne peux pas réfléchir maintenant, je panique. J'ai pleuré toute la journée et il y a des collègues qui sont déjà en train de démissionner. »

Face à cette situation inhumaine et absurde, les travailleurs demandent un arrêt total et immédiat des activités : « Ce que nous demandons c'est l'arrêt ! Parce que la recommandation, c'est de refuser toute forme de rassemblement et nous passons de six à plus de huit heures par jour enfermés dans un environnement fermé, avec de l'air conditionné et énormément de monde. Sans parler du fait que l'immense majorité prend les transports publics qui sont encore pleins à l'heure actuelle et ça implique un contact direct avec beaucoup de personnes. » La société répond aux travailleurs que leur vies ne valent rien : « Leur argument, au début, c'était qu'il ne fallait pas s'arrêter, parce qu'un service téléphonique n'impliquait pas de risques pour les consommateurs. » Et le risque pour les travailleurs, alors ?

TROP C'EST TROP

Ce qui semblait au début être une menace lointaine, de l'autre côté de la planète, a fini par frapper à nos portes. En tant qu'étudiant, j'ai été surpris par les rumeurs d'enseignants qui revenaient d'un voyage en Europe avec des soupçons de contamination. La terreur a commencé à se répandre rapidement et nous avons craint pour notre santé ainsi que celle de nos familles et de nos amis.

Les premiers cas de contagion et/ou de suspicion ont été signalés, les activités universitaires ont rapidement cessé, alors que dans l'entreprise rien n'a changé... Jusqu'à ce que nous commencions à nous organiser par nous-mêmes pour exiger des mesures.

Un groupe WhatsApp a été créé le 17 mars : « *Atento pro Corona #2* ». C'est le premier auquel j'ai participé jusqu'à présent. Cela a été décisif pour notre organisation. Un, peut-être deux jours plus tard, j'ai appris que mon superviseur faisait partie du groupe, dénonçant et transmettant des informations par le biais de captures d'écran au directeur, coordinateur de notre groupe (quelqu'un de haut placé dans l'échelle hiérarchique de l'entreprise). Nous pouvions entendre, même depuis notre salle de service, certaines parties des conversations, des chuchotements et des rires, sans la censure qui a lieu normalement lors des réunions de supervision. Ces rires de mépris ont éveillé ma curiosité et j'ai bientôt demandé à un autre collègue proche ce qui se passait. C'est alors qu'il m'a répondu : « Ils ont entendu parler de notre groupe WhatsApp, ils pensent que nous faisons des vagues, ils sous-estiment les risques que nous représentons pour l'entreprise ». Cette affaire m'a mis en colère, sans me surprendre ; elle m'a plutôt donné envie de participer à la manifestation : pour moi cette affaire a été un signe clair que nous devions nous faire entendre.

La manifestation était prévue pour le 19 mars. Elle devait commencer à 14h30, mais je suis arrivé plus tôt (à 13h) pour rejoindre les autres. Lorsque je suis arrivé, le grand nombre de personnes m'a surpris, je n'imaginais pas que les personnes qui ont des pause limitées les empêchant normalement d'aller aux toilettes, prendraient leur pause de 5 minutes afin de se battre pour leurs droits. Sans compter ceux qui ont quitté leur domicile, même en dehors de leurs heures de bureau et ont pris le bus qui ont leurs activités pour participer. Je me suis rendu compte qu'il y avait d'autres personnes dans la même situation que moi, je pouvais sentir que l'inquiétude concernant la situation du pays et nos conditions de travail était généralisée. Les cris de la manifestation se sont étendus à tout le quartier, les gens ont quitté les balcons des immeubles. C'est alors que nous avons décidé de perturber une partie de la circulation dans la rue. Ce que nous voulions, c'était de la visibilité ! Sans que ce blocage ne devienne un obstacle pour ceux qui circulent. À aucun moment des gens n'ont été bloqués, même 10 minutes, dans la circulation. Malgré cela, ils ont appelé la police, et devinez quoi ? Ce sont les mêmes qui s'étaient réunis l'autre jour

pour se moquer des gens. J'ai regardé dans le coin et j'ai reconnu des gens haut placés dans l'entreprise, des directeurs, des managers, bref : des gens qui avaient le pouvoir de virer ou de recruter, de punir ou de persécuter à leur gré dans ce domaine. Ensemble, ils ont pointé les caméras des portables vers nous et ils nous ont filmés. Pour moi, la tentative de coercition, d'intimidation, était explicite. Je me suis demandé un moment si je ne devais pas m'en aller... C'est là que je me suis rappelé mes raisons : c'était mon intégrité qui était en jeu. La question était : « être viré ou infecté, qu'est-ce qui pourrait être pire ? » Je suis resté ! Les véhicules des forces de l'ordre sont arrivés, au moins quinze véhicules, y compris du groupe d'élite de la *Policia Militar* (police militaire), alors le nombre de policiers était égal à celui des manifestants. J'étais très tendu à cause de la situation, mais j'étais convaincu que je ne faisais rien d'autre que de me battre pour mes droits.

La seconde moitié de la pièce a commencé à partir de là, la police a essayé de disperser les manifestants, mais puisqu'ils n'y arrivaient pas, ils ont dû y renoncer et négocier. C'est alors que nous avons présenté notre programme et nos revendications et que nous avons été entendus. Le représentant de la compagnie, nommé « Alessandro », a promis de répondre à nos exigences le plus rapidement possible :

1. Disponibilité du gel hydroalcoolique dans tous les secteurs des entreprises
2. Nettoyage constant des baies de service et des postes téléphoniques
3. Rotation du nombre d'employés, avec une distance d'un mètre au moins (ou même l'isolement en tant que droit à la santé)
4. Mettre l'équipe médicale à disposition pour les examens préventifs
5. Relâcher les employés du groupe à risque.

Par-delà les personnes âgées, les personnes atteintes des maladies chroniques suivantes ont été incluses dans le groupe à risque et autorisées à travailler à domicile :

- Diabétiques
- Personnes souffrant d'hypertension
- Personnes ayant des problèmes cardiaques
- Asthmatiques
- Patients atteints de maladies rénales
- Les fumeurs, dont les poumons sont les plus touchés par le tabagisme

Coïncidence ou pas, ce jour-là, j'avais déjà des symptômes de grippe et je suis quand même allé à la manifestation en portant un masque. Je ne pouvais pas dire jusque-là si c'était une grippe banale ou le coronavirus, le fait est qu'il n'y avait pas de prévention, je savais que c'était cet environnement qui me faisait mal, cet air conditionné sale et les gens qui travaillent les uns à côté des autres sans aucune protection. Je suis parti avec un certificat de 4 jours et pendant ces 4 jours, je suis resté sous observation. J'ai envoyé un message à mes amis les plus proches pour leur demander de faire attention et de clarifier ma situation. Mon superviseur m'a appelé directement sur mon téléphone portable après cela, il n'a même pas voulu laisser de message, il a été bref : ce que laissait entendre le ton de sa voix et ses mots, c'était l'intention de cacher mon cas. Il a dit quelque chose comme : « tu n'as pas à dire à tout le monde que tu es malade, cela n'aide pas du tout, cela finit par faire peur aux gens, ils ne vont plus venir au travail ».

Quand je suis revenu (le 23 mars), la distanciation entre les postes de travail avait changé et le gel hydroalcoolique avait été mis à disposition, le nettoyage commençait à être plus fréquent, le télé-travail a aussi été progressivement adopté, sans qu'il y ait eu le moindre dialogue entre la direction et les autres employés à cet égard, les gens ont tout simplement disparu... Nous n'avons jamais connu les critères. Beaucoup de personnes à risque sont encore présentes physiquement sur les lieux de travail, j'ai même parlé à une dame de l'entreprise de 52 ans qui s'occupait de son père au lit à la maison, souffrant de maladies chroniques. Elle s'est plainte auprès de moi en m'avouant avoir perdu tout espoir de pouvoir rester chez elle, alors que des personnes ne faisant pas

partie du groupe à risque sont en télé-travail. Sans parler des licenciements forcés, ceux qui étaient en période d'essai ont été licenciés, d'autres, par crainte de continuer à travailler, se sont éloignés spontanément, les bureaux se vidaient. L'insécurité demeure. Et pour certains, il n'y a pas d'issue, ils ne peuvent pas quitter le poste et risquent le chômage tant redouté en temps de crise. Nous prenons des risques et ce texte est un appel au secours.

Cela pourra faire l'objet d'un autre texte, mais la situation de ceux qui travaillent à domicile n'est pas non plus favorable. Personne n'a pu quitter la région, mais j'entends des collègues d'autres régions qui travaillent à domicile dire que les conditions sont également terribles. Le réseau internet ne fonctionne pas de la même manière, le système dans son ensemble n'est pas soutenu par des ordinateurs qui finissent par être endommagés, il n'y a pas d'assistance technique pour tout le monde et nous avons l'impression qu'il n'y a nulle part où aller – n'importe où, nous sommes sans protection.

Partie 2 Atento : Résister à l'appel de la mort

17 avril 2020

Au début, presque tout semblait une plaisanterie. Si quelqu'un toussait ou éternuait, il demandait : « Ce n'est pas le corona, n'est-ce pas ? ». L'entreprise affirmait qu'« un centre d'appel peut continuer à fonctionner, car il n'y a aucun risque pour nos clients ! » D'ACCORD ! Mais qu'en est-il de nous ? Le 13 mars, date du début de la quarantaine à Goiás, est aussi le jour où notre première collègue a disparu. Elle a pris deux semaines de congé sur certificat médical. Lorsqu'ils l'ont vue revenir avec un masque, ils l'ont immédiatement convoquée et nous ne l'avons jamais revue.

Puis la nouvelle a soudain commencé à sonner comme un signal d'alarme. Pas pour les cadres, mais pour les employés. Les cadres ont commencé à

s'organiser lorsqu'ils ont appris la nouvelle d'une prétendue grève générale des opérateurs des centres d'appels.

Ils ont amené, je ne sais pas d'où, une femme appelée « Polly », une soi-disant directrice d'Atento – et ce, quelques heures avant le début de la manifestation. C'était le 20 mars. Elle nous parlait gentiment, nous racontait comment elle avait pris l'avion et laissé sa fille à la maison pour venir ici et nous rassurer sur le fait qu'il n'y avait aucun danger à continuer à travailler. Mais était-elle consciente que nous devons laisser nos enfants à la maison et prendre un bus bondé pour aller travailler tous les jours ? Se rend-elle compte que nous attendons parfois des heures pour prendre ces bus ? Qu'il y a de nombreuses personnes qui toussent à l'intérieur et que nous ne savons pas pourquoi ? « Quittez votre maison un peu plus tôt et revenez si vous le pouvez ! », nous a-t-elle conseillé.

Qu'il pleuve ou qu'il fasse beau : combien de fois ai-je vu des collègues travailler six heures par jour, trempés par la pluie, dans une pièce équipée d'une climatisation ? Polly, a dit et répété : « Nous faisons tout ce que nous pouvons ! Nous ferons tout pour assurer votre sécurité, nous ferons en sorte que tout le monde puisse travailler à domicile, nous organisons des réunions tous les jours, de 8h à 21h pour vous ! Mais si vous souhaitez tout de même quitter vos postes de travail et aller à la manifestation, n'hésitez pas à le faire ».

Tous les cadres sont allés à la manifestation, mais pas vraiment pour tenir des pancartes. Ils ont décidé d'appeler la police, et ils ont revendiqué ce geste. Il y avait plus de policiers que de manifestants, même si tout se déroulait dans le calme. Le lendemain, le 21 mars, nous avons vu la scène suivante : un superviseur courant d'un côté à l'autre, posant des questions, voulant savoir quels employés faisaient partie du groupe à risque (ils ne tenaient toujours pas compte des parents). Ils ont fait une liste des personnes qui avaient des enfants, un ordinateur portable, Internet (mais en ne considérant que les connexions de 20Mb/s ou plus).

Ils ont décrété l'utilisation obligatoire du gel hydroalcoolique dans les entreprises et le syndicat a apporté une bouteille à moitié remplie pour chaque opérateur. Du gel hydroalcoolique ? J'ai entendu dire que c'était de l'éthanol ! C'était un liquide étrange, qui, si on le secouait, devenait blanc et contenait des choses que personne ne pouvait identifier. Pour l'entreprise, l'alcool était censé remplacer le gel désinfectant. Ils interdisent l'utilisation de masques parce qu'ils couvrent une partie du visage. Et si quelqu'un arrivait masqué, ils le mettaient immédiatement à la porte. Mais le plus étonnant, c'est que les collègues qui portaient des masques ont disparu et personne n'a jamais évoqué ce fait. Si quelqu'un demandait à propos de l'encadrement, ils tenaient un double-discours. Si quelqu'un venait leur parler en tête à tête, ils donnaient tous la même réponse : « J'ai un certificat médical » et d'une manière tacite, étrange. En fin de compte, ils s'en sortaient toujours.

Ils ont décrété que tout le monde devait rester à deux mètres les uns des autres. Dans l'entreprise, ils ont aménagé les postes de travail de manière à ce qu'ils soient séparés d'« un mètre au maximum ! » Les inspecteurs s'y rendaient et disaient aux superviseurs que les règles n'étaient pas respectées, qu'il fallait « arranger ce bordel », ou alors « tant pire pour eux ».

Les directeurs ont donc fait prendre des photos aux femmes de ménage en leur demandant de sourire, mais on pouvait voir le désespoir et la fatigue dans leurs yeux. La pression et la peur aussi. Ils ont interdit certains bancs de la cafétéria, mais seulement à partir du moment où il y a eu un reportage de la télévision locale. Puis ils l'ont enlevé et ont commencé à virer le personnel.

En ce qui concerne le travail à domicile, la majorité de ceux qui avaient un ordinateur portable et Internet étaient des adolescents, avec des parents qui les soutiennent. Les mères et les pères de jeunes enfants, ainsi que ceux qui avaient des membres de leur famille dans des groupes à risque, continuaient à travailler dans l'entreprise. Dans un premier temps, ils ont contesté le manque d'équipement spécifique pour les opérateurs du *callcenter*. Et cela même dans les autres départements. J'ai entendu un superviseur dire officieusement «

emballez tout et emportez tout à la maison ! » Sauf qu'Atento choisissait à qui donner l'équipement nécessaire ! Et il a poursuivi en affirmant que la liste des priorités dépendait du type de service fourni. Alors qu'au tout début, ils essayaient de fixer des priorités... Qu'en est-il des jeunes enfants ? Les familles à risque ? Si les travailleurs ne disposaient pas d'un ordinateur portable ou de 20Mb/s d'internet, c'est-à-dire s'ils n'étaient pas utiles à l'entreprise, alors ils étaient sacrifiés.

Qu'en est-il du décret selon lequel « si vous avez quelqu'un qui présente des symptômes de toux ou de grippe, ou quelqu'un dans votre famille, vous devez rester à la maison » ? Et pourtant, dans toute la boîte on entend sans cesse des personnes qui toussent, éternuent, se mouchent... en plein été ! Certains ont le souffle court et on leur dit de « se taire ». J'ai vu des gens demander à partir, mais cela n'était pas possible car il y avait une liste d'attente. Et, bien sûr, les gens continuaient à ne plus revenir au travail.

L'argument maintenant pour ne pas permettre aux gens de travailler à domicile est qu'ils manquent de techniciens ; d'autres disent qu'ils n'ont pas besoin de techniciens pour installer quoi que ce soit, qu'il suffit de se brancher et que cela devrait suffire. Chaque jour, il y a un nouveau panneau avec de nouvelles instructions sur le COVID-19. On a l'impression que ce panneau signifie que « quelqu'un est mort ici infecté par le coronavirus ». Et personne ne dit rien, personne ne sait rien.

Ils font des vidéos et ils prennent des photos de ceux qui travaillent chez eux, dans lesquels ils font des cœurs avec leurs mains et ils disent « nous sommes là pour vous ! » Mais qu'en est-il au juste de nous qui sommes en danger jour après jour ? Pour qui sommes-nous ici ? Et qui est là pour nous ?

Nous attendons depuis un mois maintenant... j'ai perdu le compte des jours – et de leurs innombrables excuses. Certains d'entre nous au *call center* – et tous ceux qui travaillent pour BMG – ont été libérés de chez eux le jeudi 16 avril après avoir beaucoup lutté. Mais qu'en est-il du reste d'entre nous

qui fournissons des services à d'autres entreprises ? Pourquoi n'avons-nous pas été libérés nous aussi ? Il y a des collègues qui sont considérés comme des membres d'un groupe à risque ou qui s'occupent de membres malades de leur famille – qui font donc partie du groupe à risque – et qui n'ont pas encore été libérés. Nous aurons besoin de la solidarité de ceux qui sont partis. Pour renforcer les luttes de ceux qui sont restés. Nous n'avons pas besoin des miettes qu'Atento nous donne jour après jour – comme si c'était une sorte de blague – parce que nous travaillons alors que nous devrions rester à la maison. Nous devrions avoir les mêmes droits que les « élus ». Nous ne sommes pas à vendre ! Nous travaillons dans ces conditions parce que nous avons des familles à faire vivre. Il devient pourtant plus clair que la situation est non seulement très grave, mais que ceux qui ne sont pas directement impliqués ont du mal à la saisir !

Nous ne voulons pas arrêter de travailler, nous voulons ce qui nous appartient de droit ! L'égalité de traitement pour tous ! Si vous en libérez un, libérez-les tous !

Partie 3 : L'appel de la mort se poursuit à Atento : à la maison et au bureau

25 avril 2020

Les conditions de travail des employés du centre d'appel d'Atento, dont la société fournit des services à « Vivo », « BMG », « Oi » et « Enel », continuent d'être terribles. Qu'ils travaillent dans l'entreprise ou à domicile, les travailleurs continuent d'être menacés de licenciement et de perdre leurs indemnités. Ils ne reçoivent pas de masques de protection et de gel hydroalcoolique de qualité. Ils courent donc toujours le risque de mourir au travail.

TÉLÉTRAVAIL DE LA PEUR ET SALAIRE RÉDUIT

Au cours des dernières semaines, Atento a lentement libéré les travailleurs de certaines activités vers leurs bureaux à domicile. Ce qui semblait être un soulagement s'est transformé en cauchemar. Car, le système qui était mauvais est devenu pire encore ; et les travailleurs ont commencé à perdre de nombreux appels. Cependant, même avec des problèmes techniques, la pression des patrons pour atteindre les objectifs est maintenue par le biais de groupes virtuels. Les travailleurs vivent une véritable odyssée de la mort jusqu'à ce qu'ils soient libérés progressivement. Au début, seuls ceux qui avaient un ordinateur à la maison étaient autorisés à travailler à domicile. Ensuite, la société a mis à disposition les ordinateurs et les casques de l'entreprise, mais uniquement pour ceux qui avaient accès à Internet. Pour obtenir le matériel, les travailleurs ont été contraints de signer une clause selon laquelle ils sont responsables de tout dommage, qui sera réduit de leur salaire. Un travailleur dit : « ... si quelque chose arrive, ils le déduisent de notre "gros" salaire ... cela se ferait par mensualités. Je n'aime même pas respirer près d'eux. » Une partie importante du revenu des travailleurs a été perdue lorsqu'ils travaillaient à la maison, parce qu'ils ne recevaient plus le bon de transport, qui vaut environ 200 R\$. Pour un salaire aussi bas que R\$ 830 par mois, il est essentiel de recevoir le bon. L'entreprise promet de fournir une aide pour couvrir les frais d'électricité et d'internet. Personne ne sait à combien s'élèverait cette aide, mais selon certains, elle ne serait que de 80 R\$.

Lorsqu'on les interroge sur la valeur de cette aide, les travailleurs répondent : « Nous n'en avons aucune idée. Les superviseurs disent qu'ils prévoient d'estimer les dépenses d'énergie et d'internet. Et ils paient déjà plus que cela. »

TOUJOURS « AU BUREAU », AVEC LA PEUR DE LA MORT ET DU « PELOTON D'EXÉCUTION »

D'autres secteurs d'Atento n'ont même pas envisagé d'offrir des possibilités de télétravail à leurs travailleurs. Une travailleuse nous a dit : « personne dans mon secteur n'était autorisé à faire du télétravail ». Les conditions de travail de ceux qui sont restés sont les mêmes qu'avant la pandémie : terribles et sales. Depuis la manifestation du 19 mars, l'espace de deux mètres entre les stations de service a été maintenu, mais ils n'ont pas de masques, ni de gel hydroalcoolique pour se nettoyer les mains, ni de nettoyage adéquat de leurs espaces de travail. Un travailleur dit qu'à la fin du mois de mars, « après la manifestation, quelques choses ont changé, oui, mais juste un peu... et c'est resté comme ça, il n'y a plus eu d'adaptations après ces premiers changements. En fait, les changements qui ont eu lieu sont ceux que nous avons réclamés, ils ne nous ont pas proposé d'autres changements. Et ils se sont arrêtés aux quelques choses que nous demandions, nous n'avons pas de masques et nous n'avons pas le droit de les porter ».

Le mois d'avril touche maintenant à sa fin. Il n'y a pas eu de distribution de masques par la société et il n'y en aura jamais. L'entreprise a diffusé un avertissement : « Apportez vos propres masques, vous devez être attentifs à votre santé et à votre sécurité ». Il était alors clair que la société ne nous fournirait pas d'équipement de protection adéquat. Quant au gel hydroalcoolique, « les travailleurs reçoivent quelque chose qui est censé être le gel hydroalcoolique à 70% dans un pot pour chacun d'entre eux, mais il sent comme du savon et y ressemble, parce qu'il génère de la mousse tout comme le savon et nous n'avons jamais vu l'alcool générer de la mousse comme le savon. »

Jusqu'à quand les travailleurs d'Atento seront-ils menacés, licenciés et forcés de travailler dans des conditions pouvant causer la mort ? Nos exigences restent les mêmes ! Nous voulons des conditions de travail adéquates pour

ceux qui travaillent à la maison, dans les locaux de l'entreprise, pour tous. Nous sommes tous égaux, nous courons tous des risques et nous avons tous besoin et envie de survivre.

Notes

ACTA: NOUS SOMMES EN GUERRE ! LE DURCISSEMENT DE LA LUTTE DE CLASSE EN FRANCE AU TEMPS DU CORONAVIRUS

- 1 Cf. notre vidéo « État d'urgence, une histoire coloniale » <https://www.youtube.com/watch?v=UPJqc-bGo4A&feature=youtu.be>.
- 2 Cf. notre vidéo « État d'urgence, une histoire coloniale » <https://www.youtube.com/watch?v=UPJqc-bGo4A&feature=youtu.be>.
- 3 Cf. <https://acta.zone/premier-rapport-de-lobservatoire-de-letat-durgence-sanitaire/>. More generally, cf. <https://acta.zone/repression/>.
- 4 Cf., par exemple, nos entretiens avec plusieurs travailleur.se.s sur les conditions de travail pendant la crise : <https://acta.zone/exploitation/>.
- 5 Michel Foucault, Histoire de la sexualité, I : La volonté de savoir, Gallimard, 2018, p.191.

INTO THE BLACK BOX ET OFFICINA PRIMO MAGGIO: GRÈVES ET MOBILISATIONS « INVISIBLES » DANS L'ÉPIDÉMIE ITALIENNE

- 6 Le mot GIG en anglais signifie «concert». Cela indique l'ensemble des travailleurs indépendantes payés à la tâche avec un employeur unique. L'expressions «gig workers» est souvent connotée négativement, et indique des travailleurs qui font des petits boulots plutôt qu'un travail traditionnellement conçu.